

## COMPTE-RENDU DE LA 44<sup>E</sup> SESSION DU GROUPE D'EXPERTS INTERGOUVERNEMENTAL SUR L'ÉVOLUTION DU CLIMAT: 17-21 OCTOBRE 2016

La 44<sup>e</sup> session du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC 44) s'est tenue du 17 au 21 octobre 2016 à Bangkok, en Thaïlande, et a réuni plus de 300 participants de 109 pays.

Le GIEC a notamment examiné les points suivants: le plan du Rapport spécial sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels et les profils connexes d'évolution des émissions mondiales de gaz à effet de serre, dans le contexte du renforcement de la riposte mondiale au changement climatique, du développement durable et de la lutte contre la pauvreté, et le plan du Rapport méthodologique destiné à affiner les Lignes directrices 2006 du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre (GES).

Le GIEC a adopté 12 décisions relatives: aux grandes lignes du Rapport spécial sur un réchauffement planétaire de 1,5°C; au programme et au budget du Fonds d'affectation spéciale du GIEC; à l'admission des observateurs; à la Réunion d'experts sur l'atténuation, la durabilité et les scénarios de stabilisation du climat; aux communications et au processus de délimitation du cadre; à l'avenir de l'Équipe spéciale pour les données et les scénarios servant à l'analyse du climat et de ses incidences (ESACI); à l'examen de la stratégie de communication du GIEC; à l'examen de la politique du GIEC en matière de conflits d'intérêts; à l'examen du programme de bourses du GIEC; au plan du Rapport méthodologique destiné à affiner les Lignes directrices 2006 du GIEC pour les inventaires nationaux de GES; et à l'atelier sur les villes face au changement climatique.

### BREF HISTORIQUE DU GIEC

Le GIEC a été créé en 1988 par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) afin d'évaluer, sur une base exhaustive, objective, ouverte et transparente, les données scientifiques, techniques et socio-économiques permettant de comprendre les changements climatiques d'origine anthropique, leurs impacts potentiels et les options envisageables pour l'adaptation et l'atténuation. Le GIEC est un organe intergouvernemental et scientifique comptant 195 pays membres. Il n'entreprind pas de nouvelles recherches ni n'assure la surveillance des données liées au climat. Il procède plutôt à des évaluations des connaissances sur la base de la

documentation scientifique et technique publiée et ayant été soumise à un examen collégial. Les rapports du GIEC se veulent pertinents pour les politiques, sans être normatifs.

Le GIEC est doté de trois groupes de travail (GT): le Groupe de travail I (GTI) traite des bases de la science physique des changements climatiques; le Groupe de travail II (GTII) traite des conséquences des changements climatiques, de l'adaptation et de la vulnérabilité; et le Groupe de travail III (GTIII) traite des options envisageables pour limiter les émissions de GES et atténuer les changements climatiques. Chaque GT compte deux coprésidents et six vice-présidents, hormis lors du cycle de la cinquième évaluation où le GTIII a eu trois coprésidents. Les coprésidents guident les GT dans l'accomplissement des mandats qui leur sont confiés par le Groupe et sont assistés dans cette tâche par les Unités d'appui technique (UAT).

Le GIEC dispose également d'une Équipe spéciale pour les inventaires nationaux de GES (ESI) qui supervise le Programme du GIEC sur les inventaires nationaux de GES, auquel une UAT apporte également son soutien. Le Programme vise à mettre au point et à affiner une méthodologie et un logiciel approuvés à l'échelon international pour le calcul et la communication

### DANS CE NUMÉRO

Bref historique du GIEC . . . . .	1
Compte-rendu de la GIEC 44 . . . . .	3
Programme et budget du GIEC . . . . .	4
Admission des organisations observatrices . . . . .	4
Rapports . . . . .	5
Questions de procédure. . . . .	6
Produits relatifs au sixième rapport d'évaluation (RE6) .	7
Avenir de l'ESACI . . . . .	10
Communications relatives au RE6 . . . . .	11
Programme de bourses du GIEC . . . . .	12
Rôles des membres du Bureau . . . . .	12
Autres questions . . . . .	12
Lieu et date de la GIEC 45 . . . . .	13
Clôture de la session. . . . .	13
 Brève analyse de la GIEC 44 . . . . .	 13
 Réunions à venir . . . . .	 15
 Glossaire . . . . .	 15

des émissions et des absorptions nationales de GES, et à en promouvoir l'utilisation par les Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC).

Le Groupe élit son Bureau pour la durée d'un cycle complet d'évaluation, qui dure de cinq à sept ans et comprend l'élaboration d'un rapport d'évaluation du GIEC. Le Bureau apporte son soutien au Président du GIEC pour la planification, la coordination et le suivi des travaux du GIEC; il est composé d'experts sur l'évolution du climat représentant toutes les régions. Actuellement, le Bureau compte 34 membres, s'étant élargi par rapport aux 31 membres qui le composaient avant les élections de la GIEC 42, organisées conformément à une décision prise à la GIEC 41, et il comprend le Président et les Vice-Présidents du GIEC, les Co-Présidents et les Vice-Présidents des GT, et les Co-Présidents de l'ESI et son Bureau. En 2011, le GIEC a créé un Comité exécutif (ComEx) pour aider aux travaux intersessions et à la coordination des GT. Le ComEx comprend le Président du GIEC, les Vice-Présidents du GIEC, les Co-Présidents des GT et de l'ESI, et des membres consultants, notamment le Secrétaire du GIEC et les quatre Chefs des UAT. Le Secrétariat du GIEC est établi à Genève, en Suisse, et est hébergé par l'OMM.

**PRODUITS DU GIEC:** Depuis sa création, le GIEC a élaboré une série de rapports d'évaluation exhaustifs, des rapports spéciaux (RS) et des documents techniques qui fournissent des données scientifiques sur les changements climatiques à la communauté internationale et qui sont soumis à un examen approfondi par les experts et les gouvernements.

Le premier rapport d'évaluation du GIEC a été achevé en 1990, le deuxième rapport d'évaluation en 1995, le troisième rapport d'évaluation en 2001, le quatrième rapport d'évaluation (RE4) en 2007, et le cinquième rapport d'évaluation (RE5) en 2014. Actuellement, les rapports d'évaluation sont composés de trois volumes, soit un volume pour chaque GT. La contribution de chacun des GT comprend un résumé à l'intention des décideurs (RID), un résumé technique et un rapport d'évaluation sous-jacent. L'ensemble des chapitres de chaque rapport est soumis à un processus d'examen approfondi qui se déroule en trois étapes: un premier examen par des experts, un deuxième examen par les experts et les gouvernements, et un troisième examen par les gouvernements. Chaque RID est ensuite approuvé ligne par ligne par le GT compétent. Un rapport de synthèse (RSY) est ensuite élaboré pour l'ensemble du rapport d'évaluation et intègre les aspects les plus pertinents des rapports des trois GT, ainsi qu'un RID du RSY qui est par la suite approuvé ligne par ligne par le Groupe.

Outre les évaluations exhaustives, le GIEC produit des RS, des rapports méthodologiques et des documents techniques qui portent sur des thèmes spécifiques liés aux changements climatiques. À ce jour, les RS comprennent: l'Utilisation des terres, les changements d'affectation des terres et la foresterie (UTCATF) (2000); le Piégeage et le stockage du dioxyde de carbone (2005); les Sources d'énergie renouvelables et l'atténuation du changement climatique (SREN) (2011); et la Gestion des risques de catastrophes et de phénomènes extrêmes pour les besoins de l'adaptation au changement climatique (SREX) (2011). Des documents techniques ont également été élaborés, entre autres sur le Changement climatique et l'eau (2008).

Par ailleurs, le GIEC produit des rapports méthodologiques ou lignes directrices pour aider les pays à communiquer les données concernant les GES. Des rapports portant sur les pratiques recommandées ont été approuvés par le Groupe en 2000 et 2003, et la dernière version des Lignes directrices du GIEC pour les inventaires nationaux de GES (Lignes directrices 2006 du GIEC) a été approuvée en 2006. Le GIEC a également adopté le Supplément 2013 aux Lignes directrices 2006 pour

les inventaires nationaux de GES: terres humides (Supplément sur les terres humides), et l'édition 2013 des Méthodes supplémentaires révisées et pratiques recommandées découlant du Protocole de Kyoto (Supplément PK).

Pour ses travaux et efforts « visant à renforcer et à diffuser davantage de connaissances sur les changements climatiques d'origine anthropique, et à jeter les bases nécessaires pour contrer de tels changements », le GIEC a reçu le Prix Nobel de la paix, conjointement avec l'ancien Vice-Président des États-Unis Al Gore, en décembre 2007.

**EXAMEN PAR LE CONSEIL INTER-ACADÉMIQUE (CIA):** En réponse aux critiques publiques émises à l'encontre du GIEC en raison d'inexactitudes figurant dans le RE4, et à la réaction du Groupe face à ces critiques, le Secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon et le Président du GIEC Rajendra Pachauri (Inde) ont demandé au CIA de procéder à un examen indépendant des processus et procédures du GIEC, et de présenter des recommandations pour renforcer le GIEC et assurer la qualité de ses rapports.

Le CIA a présenté ses résultats dans un rapport publié en août 2010 et a formulé des recommandations concernant, entre autres: la structure de gestion du GIEC; une stratégie de communication, y compris un plan de réponse aux crises; la transparence, notamment les critères de sélection des participants et le type de données scientifiques et techniques à évaluer; et la cohérence dans la manière dont les GT définissent l'incertitude.

**GIEC 32:** Cette session (11-14 octobre 2010, Busan, République de Corée) a examiné les recommandations de l'examen mené par le CIA. Le Groupe a adopté un certain nombre de décisions à cet égard, notamment sur le traitement de la documentation grise et de l'incertitude, et sur un processus pour le traitement des erreurs figurant dans les rapports précédents. Pour les recommandations nécessitant un examen plus approfondi, le Groupe a établi des groupes de travail sur les processus et les procédures, la communication, la politique applicable aux conflits d'intérêts (CI) et la gouvernance et la gestion.

**GIEC 33:** Cette session (10-13 mai 2011, Abou Dhabi, Émirats arabes unis) a porté principalement sur les mesures de suivi de l'examen mené par le CIA. Le Groupe a créé un Comité exécutif, adopté une politique applicable aux CI et apporté plusieurs modifications aux procédures encadrant les rapports du GIEC.

**GIEC 34:** Cette réunion (18-19 novembre 2011, Kampala, Ouganda) a adopté les procédures révisées régissant l'élaboration, l'examen, l'acceptation, l'adoption, l'approbation et la publication des rapports du GIEC, ainsi que les procédures de mise en œuvre et le formulaire de divulgation pour la politique applicable aux CI.

**GIEC 35:** Cette session (6-9 juin 2012, Genève, Suisse) a achevé l'examen par le Groupe des recommandations issues de l'examen effectué par le CIA, et a approuvé les fonctions du Secrétariat du GIEC et des UAT ainsi que la stratégie de communication.

**GTI 12 et GIEC 36:** Lors de ces réunions (23-26 septembre 2013, Stockholm, Suède), le GTI a parachevé sa contribution au RE5: « Changements climatiques 2013: les éléments scientifiques ». Le Groupe s'est ensuite réuni pour approuver le RID du GTI et a accepté le rapport sous-jacent, y compris le résumé technique et les annexes.

**GIEC 37:** Au cours de cette session (14-17 octobre 2013, Batoumi, Géorgie), le Groupe a décidé de créer un Groupe spécial sur les futurs travaux du GIEC (GSF). Il a également examiné et adopté deux rapports méthodologiques, le Supplément sur les terres humides et le Supplément PK. Le GIEC a également entamé des discussions préliminaires sur la planification de son avenir.

**GTII 10 et GIEC 38:** Ces réunions (25-29 mars 2014, Yokohama, Japon) ont parachevé la contribution du GTII au RE5: « Changements climatiques 2014: incidences, adaptation et vulnérabilité ». Le Groupe s'est ensuite réuni pour approuver le RID du GTII et a accepté le rapport sous-jacent, y compris le résumé technique et les annexes.

**GTIII 12 et GIEC 39:** Ces réunions (7-12 avril 2014, Berlin, Allemagne), ont parachevé la contribution du GTIII au RE5: « Changements climatiques 2014: l'atténuation du changement climatique ». Le Groupe a ensuite approuvé le RID du GTIII et a accepté le rapport sous-jacent, y compris le résumé technique et les annexes. Le Groupe a également examiné, entre autres, les CI et les futurs travaux du GIEC.

**GIEC 40:** Cette réunion (27 octobre – 1<sup>er</sup> novembre 2014, Copenhague, Danemark) a examiné et parachevé le RSY, qui réunit les conclusions des trois GT du GIEC. Le Groupe a également approuvé le RID du RSY ligne par ligne, et adopté le RSY détaillé chapitre par chapitre.

**GIEC 41:** Cette réunion (24-27 février 2015, Nairobi, Kenya) a examiné les futurs travaux du GIEC, y compris les recommandations du GSF, et a pris une décision sur la taille, la structure et la composition du Bureau du GIEC et du Bureau de l'ESI (BES). Le Groupe a également adopté des décisions sur: les produits du GIEC, leur calendrier et leur utilité; la structure du GIEC; les rôles respectifs du Secrétariat et des UAT du GIEC; les options envisageables pour la sélection des auteurs principaux chargés de la coordination et des auteurs principaux et pour le soutien à leur apporter; et l'amélioration des processus de rédaction et de révision. Suite à la démission du Président du GIEC Pachauri, Ismail El Gizouli (Soudan) a été nommé Président du GIEC par intérim, en attendant l'élection d'un nouveau Président à la GIEC 42.

**GIEC 42:** Cette réunion (5-8 octobre 2015, Dubrovnik, Croatie) a élu les membres du Bureau du GIEC et du BES, y compris le Président du GIEC, les Vice-Présidents du GIEC, les Co-présidents des GT et du BES, les Vice-Présidents des GT et les membres du BES. Le Groupe a élu Hoesung Lee (République de Corée) en tant que Président du GIEC pour le sixième cycle d'évaluation.

**GIEC 43:** Cette réunion (11-13 avril 2016, Nairobi, Kenya) a abordé les produits relatifs au sixième rapport d'évaluation (RE6), y compris les RS et la planification stratégique. Le Groupe est convenu d'entreprendre l'élaboration de trois RS, sur: les conséquences d'un réchauffement global de 1,5°C au-dessus des niveaux préindustriels et les profils connexes d'évolution des émissions mondiales de GES; les liens entre le changement climatique, la désertification, la dégradation des terres, la gestion durable des terres, la sécurité alimentaire, et les flux de GES dans les écosystèmes terrestres; et les liens entre le changement climatique, les océans et la cryosphère. Le Groupe est également convenu qu'un RS sur les villes serait élaboré dans le cadre du prochain cycle d'évaluation.

## COMPTE-RENDU DE LA GIEC 44

Lundi, le Président du GIEC Hoesung Lee a ouvert la session. Le Général Surasak Karnjanarat, Ministre des ressources naturelles et de l'environnement de la Thaïlande, a déclaré que cette session était une étape importante pour le RE6, avec d'importantes décisions à prendre concernant le RS relatif à la cible de 1,5°C, et a souligné la pertinence des rapports d'évaluation et autres produits du GIEC qui fournissent des informations nécessaires à la coopération internationale en matière de changement climatique.

Kaveh Zahedi, Secrétaire exécutif adjoint au développement durable, s'exprimant au nom de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique, a souligné: le lien entre changement climatique et développement durable;

le besoin de solutions systémiques intégrées pour réaliser les Objectifs de développement durable (ODD) et l'Accord de Paris; et l'urgence d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris visant à maintenir le réchauffement bien en deçà de 2°C, tout en traitant les conséquences des catastrophes et les vulnérabilités.

Elena Manaenkova, Secrétaire générale adjointe de l'OMM, a souligné le rôle clé de l'OMM et du GIEC dans le soutien à la prise de décisions sur le changement climatique, et a décrit les multiples éléments de travail de l'OMM à cet égard, y compris l'intégration de données provenant de sources multiples, le dégagement d'informations à échelle intermédiaire, et le soutien à l'adaptation. Elle a mis en exergue, entre autres, le travail et les projets de modélisation comparative de l'OMM sur le degré de chaleur dans les océans, ainsi que les Déclarations annuelles de l'OMM sur l'état du climat global et le rapport sur le Budget mondial du carbone. Manaenkova a plaidé pour une participation accrue au GIEC des chercheurs et des services météorologiques de l'OMM provenant de pays en développement.

Par connexion vidéo depuis Nairobi, Jacqueline McGlade, du PNUE, a indiqué que le document de Kigali sur l'élimination progressive des hydrofluorocarbures, avec l'Accord de Paris et l'accord de l'Organisation internationale de l'aviation civile sur les combustibles de soute, lance un signal clair indiquant que la tendance lancée à Paris est irréversible et en pleine accélération, à mesure que les pays se mettent « à traduire leurs paroles en actes ». Signalant que le rapport du PNUE sur le fossé dans les émissions sera publié dans les semaines suivantes, elle a exprimé la fierté du PNUE de soutenir le GIEC et de véhiculer ses messages clés au public. Elle a souligné que l'Accord de Paris n'est que la première étape d'une longue route remplie de difficultés et d'opportunités, et que le GIEC est essentiel pour approfondir ces efforts et garantir qu'ils soient fondés sur des bases scientifiques solides.

Florin Vladu, CCNUCC, a remercié le GIEC d'avoir accepté la demande de la CCNUCC concernant un RS relatif, entre autres, aux profils d'émissions nécessaires pour atteindre l'objectif de 1,5°C fixé par l'Accord de Paris, rapport qui sera selon lui une contribution majeure au dialogue de facilitation de 2018. Il a salué les discussions relatives à la façon dont le GIEC peut contribuer à l'inventaire mondial, qui a été lancé lors d'une session spéciale tenue durant les réunions des organes subsidiaires de la CCNUCC en mai 2016. Il a estimé que l'imminente 22<sup>e</sup> réunion de la Conférence des Parties (CdP 22) sera l'occasion pour le GIEC d'approfondir la discussion avec les délégués à la CCNUCC.

Le Président du GIEC Lee a distingué deux éléments du « très chargé ordre du jour » de la GIEC 44: les grandes lignes du RS sur les conséquences du réchauffement planétaire de 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels et les profils connexes d'évolution des émissions mondiales de gaz à effet de serre, dans le contexte du renforcement de la riposte mondiale au changement climatique, du développement durable et de la lutte contre la pauvreté; et les grandes lignes du Rapport méthodologique destiné à affiner les Lignes directrices 2006 du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre (GES). Il a souligné la pertinence politique de ces rapports, qui aideront les Parties à atteindre les objectifs de l'Accord de Paris.

**ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR:** Lundi, le Président du GIEC Lee a présenté l'ordre du jour provisoire (IPCC-XLIV/Doc. 1). Le Royaume-Uni a demandé une opportunité d'aborder la planification stratégique du RE6 et, avec le soutien de l'Allemagne et de la Belgique, a proposé d'aborder précocement l'avenir de l'Équipe spéciale pour les données et les scénarios servant à l'analyse du climat et de ses incidences (ESACI) pour permettre un lancement rapide des travaux au cas où la proposition visant à transformer l'ESACI serait acceptée. Le Président du GIEC Lee a répondu que la délimitation du cadre



et la planification stratégique du RE6 seraient abordées dans le cadre du point « autres questions » de l'ordre du jour. Le GIEC a ensuite adopté l'ordre du jour.

**APPROBATION DU PROJET DE RAPPORT DE LA 43<sup>e</sup> SESSION:** Lundi, le Président du GIEC Lee a présenté, et le groupe a adopté, le rapport de la 43<sup>e</sup> session du GIEC (IPCC-XLIV/Doc. 3).

### **PROGRAMME ET BUDGET DU GIEC**

**DÉCLARATION FINANCIÈRE – RAPPORT D'AUDIT:** Lundi, le Président Lee a présenté les déclarations financières annuelles auditées pour l'exercice 2015 (IPCC-XLIV/INF. 1), pour information. Les États-Unis se sont dits inquiets du déclin dans le nombre et la magnitude des contributions faites au Fonds d'affectation spéciale du GIEC. Le GIEC a ensuite pris note des déclarations financières annuelles.

**BUDGET POUR LES ANNÉES 2016, 2017, 2018, 2019:** Ce point (IPCC-XLIV/Doc. 2) a été abordé lundi et jeudi. Lundi, le Président Lee a présenté le budget pour 2016 en comparaison avec celui approuvé par la GIEC 42 et a invité les États membres à envisager un projet de décision: exhortant les États membres à faire leurs contributions de 2016 et à prendre un engagement pluriannuel dans la mesure du possible; approuvant la proposition de budget modifiée pour 2017; et prenant note des budgets 2018 et 2019. Le Président Lee a invité l'équipe financière (FiTT) à discuter de cette question et à en faire rapport à la plénière jeudi, et à examiner les incidences financières et budgétaires des projets de décisions.

Jeudi, le Président Lee a invité les Co-Présidents de la FiTT à présenter le projet de décision. La Co-Présidente Helen Plume (Nouvelle-Zélande) a indiqué quelques ajustements apportés au budget pour y prendre en compte les discussions de la FiTT.

Le Groupe a alors adopté le projet de décision.

**Décision finale:** Dans sa décision (IPCC-XLIV/CRP.12), le Groupe, entre autres, décide que la proposition de budget 2017 modifiée devrait inclure des modifications indiquées concernant les organes directeurs, la délimitation du cadre, les réunions d'experts et les ateliers de l'ESI. Le Groupe prie le Secrétariat d'élaborer et de présenter à la GIEC 45 des propositions pour réduire les dépenses associées aux déplacements et propose que des réunions d'information pré-session soient organisées à mode de projet pilote avant la GIEC 45, et demande que cette réunion d'information soit évaluée en comparaison de l'utilité de tenir des réunions d'information durant la session.

**MOBILISATION DES RESSOURCES:** Lundi, le Président Lee a présenté un document d'information sur la stratégie de mobilisation de ressources pour le cycle du sixième Rapport d'évaluation (IPCC-XLIV/INF. 9). Le Secrétaire du GIEC Abdalah Mokssit a noté le besoin de générer des ressources pour soutenir la production des rapports du GIEC pour le RE6, et a présenté une proposition de stratégie de mobilisation de ressources pour les phases 2016-2019 et 2020-2022. Il a indiqué que cela comprend: l'élaboration d'une stratégie de mobilisation de ressources, la préparation d'une lettre conjointe de l'OMM, du PNUE et du GIEC adressée à tous les États membres, ainsi que des visites aux ambassadeurs des 24 pays qui ne contribuent plus au GIEC. Il a en outre signalé qu'un dépliant relatif à la situation financière du GIEC a été mis au point et que le Secrétariat a identifié de nouveaux partenaires potentiels.

L'Allemagne a exhorté à stipuler clairement dans la stratégie de mobilisation de ressources que la livraison des produits du RE6 sont en jeu et a appelé la plénière à évaluer toute activité qui dépasse la mission centrale du GIEC. L'Arabie Saoudite a suggéré que le GIEC ne devrait pas accepter de demandes additionnelles sans un engagement tangible en matière de ressources financières.

La Suisse a estimé que c'est la responsabilité des gouvernements de soutenir les travaux du GIEC et a suggéré de focaliser les efforts sur les gouvernements pour obtenir des ressources additionnelles. Le Royaume-Uni a estimé que le GIEC devrait être financé principalement par les gouvernements et a suggéré d'attendre les résultats de la lettre envoyée aux États membres avant de solliciter de nouveaux donateurs. La France a appelé à mettre en place des mécanismes pour garantir l'indépendance du Groupe.

Le Brésil a suggéré d'opter pour des partenariats en ce qui concerne certains événements spécifiques, et l'Équateur a noté la possibilité d'une coopération entre les organismes des Nations Unies pour contribuer à l'organisation des réunions.

Le Président du GIEC Lee a clarifié que des partenaires ont été identifiés au plan interne, mais n'ont pas encore été contactés. La Belgique a demandé qui sont ces nouveaux donateurs identifiés. Le Secrétaire Mokssit a évoqué la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement, la Banque interaméricaine de développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la Corporation internationale de financement, et la Banque mondiale. Il a indiqué que la FiTT pourrait tenir des discussions plus poussées sur la question.

La Suède, avec les États-Unis, a noté le besoin de prendre des mesures pour mobiliser des ressources tout en gérant attentivement les coûts. La Chine a appelé le Secrétariat à travailler avec les gouvernements et organisations internationales membres pour atteindre ces objectifs. Les États-Unis ont estimé qu'une comparaison entre les contributions actuelles et les contributions escomptées sur la base d'une échelle évaluée pourrait être édifiante. Concernant la réduction des dépenses, le délégué a fait observer qu'il n'est pas nécessaire de trouver des façons d'économiser sur la participation aux réunions.

Le Brésil, la Tanzanie et le Maroc ont souligné le besoin d'éviter de compromettre la capacité des pays en développement à participer aux travaux du GIEC sous prétexte d'un effort de réduction des dépenses. Le Japon a appelé à tirer parti des réseaux existants pour aider à renforcer les capacités parmi les chercheurs provenant des pays en développement.

Le Mexique a signalé qu'il serait utile que les États membres établissent une liste des contributions en nature. Le Mali a proposé de définir les contributions budgétaires des États membres parallèlement aux contributions volontaires, conformément aux pratiques habituelles dans certains organismes des Nations Unies. Madagascar a suggéré que les États membres fassent des contributions à travers l'OMM en affectant des sommes spécifiques au GIEC. Le Nigeria a estimé que la raison du déclin dans les contributions doit être identifiée.

En réponse aux suggestions et inquiétudes soulevées, le Secrétaire du GIEC Mokssit a souligné que la stratégie est guidée par les principes du GIEC. Il a souligné que « les choses sont claires » en ce qui concerne le besoin de mobiliser des ressources pour satisfaire aux attentes relatives au sixième cycle d'évaluation. Il a décrit des façons de réduire les dépenses, d'envisager les contributions en nature, et d'augmenter les ressources, qui pourraient à son avis inclure l'ouverture des options de partenariat à ceux qui s'aligneront sur les principes de base du GIEC.

Le Président du GIEC Lee a indiqué que tous les commentaires et toutes les suggestions ont été enregistrés. Le GIEC a donc pris note du rapport.

### **ADMISSION DES ORGANISATIONS OBSERVATRICES**

Lundi, le Président Lee a présenté les demandes visant à obtenir le statut d'observateur au GIEC (IPCC-XLIV/Doc. 4). Le Secrétariat du GIEC a fait rapport sur ce point de l'ordre du jour en signalant que dix organisations avaient demandé le statut d'observateur et que celui-ci leur a été renouvelé par le Bureau.

Les observateurs ayant demandé le statut sont: Alliance en faveur du climat; C40 Cities Climate Leadership Group; Climate and Clean Air Coalition; World Climate Research Programme; Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR); Friends World Committee for Consultation; Mary Robinson Foundation – Climate Justice; Groupe technique intergouvernemental sur les sols; Université catholique de Louvain; et Pacific Community.

La plénière du GIEC a accepté les demandes sans autres commentaires et a adopté la décision.

**Décision finale:** Dans sa décision (IPCC-XLIV/CRP.10), le Groupe décide d'admettre dix nouvelles organisations observatrices.

## RAPPORTS

### ACTIVITÉS DE COMMUNICATION ET DE SENSIBILISATION:

Lundi, le Président du GIEC Lee a présenté ce point de l'ordre du jour (IPCC-XLIV/INF.2). Jonathan Lynn, Chargé de communications du GIEC, a signalé des activités supplémentaires par rapport à celles citées dans le document, en soulignant les activités concernant la participation des jeunes et des habitants des villes qui accueillent des CdP de la CCNUCC, ainsi que ceux des pays voisins. Avec le Président Lee, il a appelé à des financements pour continuer ce type de sensibilisation.

Le Mali a salué un atelier qui s'est tenu en juin 2016 en présence du Président Lee, auquel ont assisté de nombreux parlementaires et de jeunes chercheurs d'Afrique francophone, et a appelé à poursuivre les efforts de sensibilisation dans les pays en développement. En réponse à une question de la Belgique, le Secrétariat du GIEC a fourni des informations sur la composition de l'Équipe de communication. L'Espagne a évoqué une campagne de l'OMM qui diffusait de brèves vidéos météo de 2050, et a soutenu ce type de communications à bas coût, mais qui ont un impact considérable.

Le Groupe a pris note de ce point de l'ordre du jour.

### ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA MISE EN PLACE

**DES UAT:** Lundi, le Président du GIEC Lee a demandé aux Co-Présidents des GT de faire oralement leurs rapports. La Co-Présidente du GTI Valérie Masson-Delmotte (France) a indiqué que l'UAT du GTI est en place et opérationnelle pour soutenir le rapport spécial sur la cible de 1,5°C, en signalant son budget pour 2016 et 2017, et que l'UAT a procédé au recrutement de nouveau personnel. Elle a rapporté que l'institution d'accueil de l'UAT du GTI est l'Université Paris Saclay, France.

Le Co-Président du GTII Hans-Otto Portner (Allemagne) a indiqué que des bureaux ont été loués pour l'UAT du GTII et que son personnel a été élargi. Il a rapporté que l'institution d'accueil du GTII est l'Institut Alfred-Wegener, Allemagne. Faisant rapport des progrès accomplis sur la composante sud-africaine de l'UAT, la Co-Présidente du GTII Debra Roberts (Afrique du Sud) a indiqué que les dispositifs administratifs sont en cours d'établissement pour soutenir les chercheurs au sein de l'Université de Kwazulu Natal, Afrique du Sud.

Le Co-Président du GTIII Jim Skea (Royaume-Uni) a indiqué que l'UAT du GTIII est « bien établie » pour soutenir les travaux du GIEC et a rapporté que l'institution d'accueil du GTIII est l'Imperial College de Londres, au Royaume-Uni. Il a également noté que des progrès ont été accomplis pour la mise en place de la composante indienne de l'UAT au sein de l'Indian Institute of Management – Ahmedabad, sous la direction du Co-Président du GTIII Priyadarshi Shukla.

Le Co-Président de l'ESI, Kiyoto Tanabe (Japon) a indiqué que l'UAT de l'ESI fonctionne « sans encombre » et qu'un nouveau directeur de l'UAT de l'ESI a été recruté. Il a rapporté que l'institution d'accueil de l'UAT de l'ESI est toujours l'Institute for Global Environmental Strategies, Japon.

Le Groupe a pris note des rapports oraux.

## PARTICIPATION DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

**AUX ACTIVITÉS DU GIEC:** Ce point (IPCC-XLIV/INF.4) a été évoqué lundi et mardi. Lundi, le Secrétariat a présenté le document relatif à la participation des pays en développement aux activités du GIEC, qui contient cinq ensembles d'actions: préparation de plans régionaux et nationaux pour renforcer la participation; transmission des communications au PNUE et à l'OMM pour le suivi; organisation de sessions d'information et de formation avant les sessions du GIEC; publicité des appels du GIEC aux auteurs et vérificateurs; et formation et parrainage pour les nouveaux auteurs.

Au cours des discussions, de nombreux pays, dont le Tchad, les Comores, le Mali et la Suisse, ont appelé à améliorer et renforcer la capacité des points focaux nationaux. La Norvège a estimé que le GIEC nécessite une étroite coopération avec les points focaux nationaux et a instamment demandé de maintenir une liste actualisée de contacts dans les points focaux nationaux.

L'Afrique du Sud a indiqué que les actions proposées s'appuient sur les décisions prises à la GIEC 41 et a instamment plaidé pour leur mise en œuvre. Le Swaziland a suggéré que les actions proposées soient réalisées de façon séquentielle. L'Éthiopie a soutenu la proposition, en espérant qu'elle augmentera le niveau d'engagement des hommes politiques dans son pays et qu'elle améliorera la participation des jeunes chercheurs.

La Tanzanie a instamment demandé d'aborder les obstacles qui empêchent la participation des pays en développement. Le Congo, le Mali, le Bénin et le Togo ont souligné le rôle des barrières linguistiques, qui entravent la participation de certains chercheurs et la prise en compte de la documentation issue des pays en développement.

Déplorant le petit nombre d'éditeurs vérificateurs et d'auteurs contributeurs issus des pays en développement, l'Indonésie a suggéré, entre autres: de prendre en compte l'expérience professionnelle des chercheurs des pays en développement; d'augmenter le degré de participation des chercheurs en début de carrière; et d'élaborer une base de données du GIEC dans les pays en développement. Le Tchad a appelé le GIEC à offrir des subventions aux chercheurs qui font un Master. Le Zimbabwe a appelé à soutenir les jeunes chercheurs au-delà des ateliers, et à inclure un financement pour la recherche. Les États-Unis ont instamment plaidé pour une discussion de cette question avec le Programme de bourses du GIEC.

Concernant l'accès à l'information, l'Inde, avec le Bénin, a exhorté à faciliter l'accès des experts issus de pays en développement aux journaux internationaux vérifiés collégialement, et a suggéré d'utiliser les communications nationales comme source d'information. Les États-Unis ont demandé une mise à jour sur le statut de la bibliothèque du PNUE. Le Secrétariat a signalé que l'accord de partenariat entre le GIEC et le PNUE serait finalisé dans les jours suivants. La Suisse a indiqué que le partenariat doit être fondé sur les principes de transparence totale et d'autonomie du GIEC. La France a signalé l'importance de cet accord dans le processus de production des rapports d'évaluation. Le PNUE a clarifié qu'il reste encore quelques démarches à faire, mais que les arrangements seront achevés sous peu, et a assuré au Groupe sa volonté de fournir au GIEC toutes les ressources disponibles en matière d'information et de communication. Le Vice-Président du GTII Andreas Fischlin a offert, comme solution de rechange, de chercher le soutien d'institutions comme la bibliothèque ETH de Zurich, qui a déjà aidé à mettre à disposition du GIEC d'autres documentations scientifiques, pour donner accès aux auteurs et autres durant le processus de la RE6.

Concernant les activités régionales, signalant que la plénière du GIEC ne s'est pas réunie dans la région des Caraïbes et de l'Amérique latine récemment, le Venezuela, avec le soutien



du Vice-Président du GTIII Ramon Pichs-Madruga et de la République dominicaine, a appelé à un meilleur équilibre régional dans les événements du GIEC. Le Niger a plaidé pour une plus grande collaboration entre le GIEC et les organisations régionales, et l'Espagne a mis en exergue le Réseau ibéro-américain de bureaux chargés du changement climatique. Le Zimbabwe a souligné l'importance de la participation du GIEC, par le biais de son Bureau, à l'organisation de plans d'action au niveau régional. Le Lesotho a estimé que la participation d'experts provenant des pays les moins avancés doit être améliorée.

Concernant les réunions d'information pré-session, le Royaume-Uni a soutenu les objectifs poursuivis en tenant des réunions d'information avant les sessions, mais a signalé, avec les États-Unis, la France et l'Allemagne, les incidences budgétaires de telles réunions. Les États-Unis ont estimé que ce que les réunions d'information permettraient d'accomplir n'est pas clair. Le Secrétariat a indiqué que les réunions informatives permettraient aux points focaux de partager les meilleures pratiques sur la façon dont ils ont engagé leurs chercheurs dans les travaux du GIEC. Le Vice-Président du GTIII Pichs-Madruga a indiqué que les réunions informatives pré-session aideraient les pays en développement à se préparer pour les sessions plénières. L'Allemagne a estimé que les réunions informatives pourraient avoir lieu une fois ou deux au cours d'un même cycle d'évaluation et a plaidé plutôt pour des réunions informatives durant les sessions au vu des limitations budgétaires. En réponse aux questions sur les incidences budgétaires d'éventuelles réunions informatives pré-session, le Président du GIEC Lee a indiqué que les incidences financières des actions proposées seront évaluées dans le cadre du point dédié au Budget pour les années 2016, 2017, 2018 et 2019.

Leo Meyer, University College London, a présenté un projet récemment lancé concernant l'amélioration de la participation des pays en développement au GIEC, qui visait dans un premier temps à accroître la participation des chercheurs africains spécialisés dans le climat en vue du RE6. Il a indiqué que les activités dans le cadre du projet incluaient des ateliers, des cours en ligne et des formations pour les chercheurs africains désireux d'être nommés auteurs ou éditeurs vérificateurs du RE6. Meyer a noté que, si bien le financement pour 2017 pose encore des problèmes, le College est encore à la recherche de financements, et a accueilli avec gratitude toute rétro-alimentation et toute question provenant des membres du Groupe. Le délégué de l'Allemagne a attiré l'attention sur d'autres initiatives de ce type dans son pays, notamment les Centres régionaux de services scientifiques.

L'Organisation pour la coopération économique, OCE, a souligné le rôle clé que les organisations intergouvernementales peuvent jouer pour améliorer la participation des pays en développement, en indiquant la volonté de l'ECO de fournir des contributions en nature à travers le renforcement des capacités et en servant de réseau de communication dans les régions d'Asie centrale, du Caucase et d'Asie orientale.

Le Groupe a pris note du document (IPCC-XLIV/INF.4).

**EMPREINTE CARBONE DU GIEC:** Mardi, le Président du GIEC Lee a présenté ce point de l'ordre du jour (IPCC-XLIV/INF. 5). Le Secrétariat a souligné que les émissions liées aux déplacements sont celles qui contribuent le plus à l'empreinte carbone du GIEC. Les États-Unis ont suggéré de programmer les réunions du Bureau et celles du ComEx de façon à les faire coïncider avec les sessions plénières, et de trouver des moyens de promouvoir la participation active à distance.

Le Groupe a pris note du document.

## **QUESTIONS DE PROCÉDURE**

### **EXAMEN DE LA POLITIQUE DU GIEC APPLICABLE**

**AUX CI:** Ce point (IPCC-XLIV/Doc. 13) a été considéré en première instance mardi. Suite aux discussions, le Sous-comité chargé des CI a présenté un formulaire modifié de divulgation des CI et une décision pour examen jeudi.

Mardi, Youba Sokona, Vice-Président du GIEC et Président du Sous-comité chargé des CI, a souligné les recommandations du Sous-comité visant à: recevoir des informations plus détaillées des intéressés à travers un formulaire modifié de divulgation annexé au document IPCC-XLIV/Doc. 13; à demander que le CV des intéressés soit joint au formulaire; à réduire le Comité chargé des CI de 15 à huit membres; à dissoudre le Groupe consultatif d'experts et à recruter des experts uniquement lorsqu'ils sont requis; et à amender le paragraphe 7 des Procédures de mise en œuvre pour stipuler que les formulaires de CI du personnel professionnel de l'UAT du Rapport de synthèse sont évalués par le Comité du GIEC chargé des CI et non par le Bureau du GIEC.

Les États-Unis, le Japon et l'Allemagne ont soutenu les recommandations, mais ont émis des suggestions concernant le formulaire de divulgation. Les États-Unis ont suggéré de clarifier qui est dans l'obligation de remplir le formulaire. Plusieurs pays ont demandé la clarification de certaines formulations pour éviter les incertitudes quant à la façon de remplir le formulaire. Le Royaume-Uni a ajouté que l'évaluation des conflits d'intérêts devrait être conduite avant toute participation de l'intéressé aux activités du GIEC. La Suède s'est demandé quel type de retour serait fait aux intéressés.

Les États-Unis, la Belgique et l'Arabie Saoudite ont suggéré d'élaborer une recommandation sur ce qui devrait être fait lorsqu'un conflit d'intérêts est détecté.

L'Arabie Saoudite a souligné que le processus doit rester objectif et non restrictif, en signalant que cette politique pourrait empêcher la participation de chercheurs provenant des pays en développement dans les travaux du GIEC. Le délégué a estimé que le formulaire devrait clarifier à l'intéressé s'il y a ou non conflit d'intérêts, au lieu de laisser cela à la décision du Comité. Il a suggéré que le Groupe revienne sur ce document après révision.

Jeudi, le Président du Sous-comité chargé des CI Sokona a présenté le projet de décision et le formulaire modifié (IPCC-XLIV/CRP. 6).

Le Vice-président du GTII Sergey Semenov, l'Arabie Saoudite, la Fédération de Russie, la République dominicaine et l'Algérie ont exprimé leur inquiétude quant aux possibles ambiguïtés dans le formulaire, et l'Arabie Saoudite a suggéré que le Comité s'instruise des politiques en vigueur dans d'autres organisations internationales, révise le formulaire et revienne sur la question à une réunion ultérieure. L'Allemagne et le Royaume-Uni ont souligné que le Groupe se livre à l'examen du formulaire uniquement, et non pas de la politique en soi. Le Vice-Président du GTIII Andy Reisinger, soutenu par la Hongrie, a suggéré d'annexer des exemples fictifs de formulaires de CI pour donner une idée plus claire du niveau de détail et du type d'information souhaités.

Les États-Unis se sont interrogés sur les incidences budgétaires de la dissolution du Groupe consultatif d'experts et, avec le soutien de la Belgique, ont suggéré d'ajouter dans la décision que les membres du Comité peuvent assister aux réunions par des moyens virtuels, plutôt qu'en présentiel, pour faciliter les efforts visant à atteindre le quorum.

L'Arabie Saoudite a réitéré les appels à élaborer une politique sur ce qu'il convient de faire en cas de conflit d'intérêts apparent ou détecté, en signalant que certaines organisations ont des dispenses pour certains cas dans des circonstances spécifiques.

Suite à une réunion informelle, le Président du Sous-comité Sokona a rapporté que nombre d'inquiétudes seront levées lorsque le formulaire sera lu en complément de l'actuelle politique applicable aux CI. Il a suggéré des amendements au formulaire, notamment pour clarifier qu'une réponse affirmative dans le formulaire n'indique pas nécessairement l'existence d'un conflit d'intérêts, et pour ajouter une référence aux paragraphes de la politique applicable aux CI qui définissent ce qui constitue

un conflit d'intérêts, et les reproduire dans le formulaire. Avec ces modifications, il a estimé que le formulaire était prêt à être adopté.

Les États-Unis ont demandé que le chapeau de la décision rappelle le paragraphe 12 de la politique du GIEC applicable aux CI, qui stipule que les équipes d'auteurs doivent inclure des individus d'affiliations et de perspectives diverses.

Le Groupe a ensuite adopté la décision ainsi amendée en plénière.

**Décision finale:** Dans sa décision (IPCC-XLIV/CRP. 6), le GIEC décide:

- d'adopter et de remplacer l'Annexe B de la Politique du GIEC applicable aux CI par le formulaire modifié de divulgation des CI tel qu'il figure en Annexe 1, qui comporte l'exigence de joindre un CV aux formulaires de divulgation des CI;
- de supprimer les paragraphes 23 et 24 des Procédures de mise en œuvre de la Politique du GIEC en matière de CI relatifs au Groupe consultatif d'experts sur les CI (GCE), ainsi que la référence au GCE dans les paragraphes 3, 4, 10 et 17 des Procédures de mise en œuvre;
- de remplacer les mots « Bureau du GIEC » dans le paragraphe 7 des Procédures de mise en œuvre par « Comité chargé des CI »;
- de réviser le formulaire de divulgation des CI de façon à demander et à garantir la fourniture d'informations complètes et pertinentes;
- d'ajouter au début de la dernière phrase au paragraphe 4 des Procédures de mise en œuvre: « Avant de pouvoir commencer ses travaux, tout Auteur principal coordinateur, tout Auteur principal ou tout Éditeur vérificateur » et de supprimer le mot « alors »; et
- de supprimer l'expression « en personne » dans le paragraphe (f) de la Méthodologie de travail pour le Comité du GIEC chargé des CI. Ceci permettra la participation virtuelle des membres du Comité chargé des CI aux réunions de celui-ci.

## **PRODUITS RELATIFS AU SIXIÈME RAPPORT D'ÉVALUATION (RE6)**

### **PLAN DU RAPPORT SPÉCIAL SUR LES CONSÉQUENCES D'UN RÉCHAUFFEMENT PLANÉTAIRE DE 1,5°C PAR RAPPORT AUX NIVEAUX PRÉINDUSTRIELS ET LES PROFILS CONNEXES D'ÉVOLUTION DES ÉMISSIONS MONDIALES DE GES:**

Les participants du Groupe ont discuté de ce point (IPCC-XLIV/INF.6. Rev.1) tout au long de la réunion. Lundi, le point a été présenté et les participants ont émis des commentaires, soumis ensuite à débat au sein du comité scientifique permanent, qui a présenté mardi un plan révisé pour de nouvelles observations. La plénière a poursuivi la discussion de cette question mercredi, et a adopté un plan nouvellement révisé du RS, puis a adopté jeudi la décision.

Lundi, Thelma Krug, Vice-Présidente du GIEC et Présidente du comité scientifique permanent pour la délimitation du cadre du RS, a présenté le rapport de la réunion de délimitation du cadre qui s'est tenue à Genève en août 2016, qui contient un calendrier pour l'élaboration du rapport et les grandes lignes de chaque chapitre. Elle a signalé qu'à partir des 589 nominations d'experts reçues, 86 experts ont été sélectionnés, dont 51% proviennent de pays en développement. Elle a mis en exergue un document de contexte préparé par le comité permanent comportant des thèmes et questions identifiés pour stimuler l'échange de points de vue, et a indiqué qu'un questionnaire a été envoyé à tous les points focaux du GIEC et aux organisations observatrices pour recueillir leur avis sur le format, la structure et le contenu du rapport. Elle a par ailleurs noté que, pour chaque projet de chapitre présent dans le plan, la réunion de délimitation du cadre est parvenue à un consensus entre tous les participants.

De nombreux pays ont plaidé pour un RS plus concis et plus court, centré sur les impacts et les profils d'émissions associés à un réchauffement de 1,5°C, conformément à la demande formulée par la CCNUCC. Étant donné le délai très court, beaucoup ont souligné le besoin d'éviter les redondances et d'assurer la pertinence politique du rapport. La Tanzanie et le Luxembourg ont indiqué que la différence entre les chapitres quatre (renforcement de la riposte mondiale) et cinq (approches pour mettre en œuvre une riposte renforcée) n'est pas claire, et le Maroc s'est demandé si la fusion des deux se ferait au détriment de quelques parties de chacun de ces deux chapitres. D'autres ont signalé que certaines questions pourraient être abordées ultérieurement dans le RE6. Le Brésil a instamment plaidé pour un rapport politiquement neutre et a estimé que, si bien il est important que le rapport soit lisible et concis, cela ne doit pas limiter l'analyse nécessaire. De nombreux pays ont également souligné l'importance de l'accessibilité du rapport. Plusieurs pays ont suggéré un résumé à l'intention des décideurs (RID) court et précis, et la Belgique et le Luxembourg ont suggéré que l'actuel RID pourrait être transformé en un Résumé technique.

En revanche, l'Arabie Saoudite et la Fédération de Russie ont appelé à accepter le plan du RS tel qu'il est présenté, en signalant que le traitement du réchauffement de 1,5°C a été une décision politique de la CCNUCC, et l'Arabie Saoudite a mis en garde contre l'ouverture du plan à la discussion de crainte qu'il n'y ait pas d'accord sur la question à la fin de la semaine.

La Tanzanie, le Chili et la Zambie ont instamment plaidé pour restreindre l'analyse à 1,5°C et ne pas l'étendre à des degrés plus élevés de réchauffement.

Sainte Lucie a déploré qu'un seul chapitre soit consacré aux impacts et a estimé que ceux-ci doivent être la priorité absolue du RS. L'Espagne et d'autres ont également suggéré de porter davantage d'attention aux impacts. Quelques pays, dont les États-Unis, se sont interrogés sur la disponibilité d'une documentation dûment vérifiée de façon collégiale pour tous les éléments du plan, et beaucoup, y compris la Chine, ont souligné la crédibilité scientifique et l'objectivité de la documentation collégalement vérifiée.

L'Afrique du Sud a appelé à déployer des « efforts particuliers » pour évaluer la documentation provenant des pays en développement. Les Philippines a estimé que la capacité limitée des pays en développement en matière de modélisation doit être prise en compte.

Le Japon a mis en exergue l'inclusion d'informations sur l'incertitude de la sensibilité climatique et sur les scénarios d'émission. Le Mexique et le Chili ont appelé à inclure les polluants climatiques à cycle court. Le Canada a soutenu l'inclusion de sources d'information mondiales et régionales, ainsi que la couverture de toute la gamme d'impacts. Le délégué a également appelé à éviter de mentionner les contributions prévues déterminées au niveau national (CPDN) dans le rapport, en signalant que celles-ci sont censées évoluer au fil du temps.

Mardi, la Présidente du comité scientifique permanent Krug a présenté un plan révisé du RS (IPCC-XLIV/CRP. 1). Elle a souligné que le plan révisé maintient l'esprit de la réunion de délimitation du cadre tout en prenant en compte les recommandations du Groupe, et a attiré l'attention sur l'équilibre obtenu. Pour améliorer la concision du rapport, le plan révisé: réduit la longueur de tous les chapitres, à l'exception de celui sur les impacts et les profils; fusionne les chapitres quatre et cinq en un seul chapitre portant sur le renforcement et la mise en œuvre de la riposte mondiale à la menace du changement climatique; et propose un RID plus court de 5 à 8 pages, hors graphiques et tableaux. Concernant les autres suggestions du Groupe, Krug a indiqué que le comité permanent estime que les impacts sociaux et naturels doivent être contemplés ensemble pour rendre compte de leur interdépendance, et qu'il a suggéré d'ajouter une note aux

auteurs leur demandant d'inclure uniquement le matériel pour lequel on dispose de bases scientifiques suffisantes conformément aux principes du GIEC. Elle a également signalé que la liste de puces de chaque chapitre du plan est indicative et que sa longueur peut être ajustée au vu de la documentation existante.

Plusieurs pays, à l'exception de l'Arabie Saoudite, ont soutenu la révision considérant qu'elle présente un plan plus équilibré et plus clair, et ont salué la longueur réduite.

L'Arabie Saoudite a souligné la nature indicative du plan et le fait que le contenu est sujet à la disponibilité de documentation scientifique. Les États-Unis, avec le soutien de la Hongrie, ont suggéré d'ajouter un libellé sur la nature indicative des listes à puces dans chaque chapitre du plan, et, avec la Norvège, l'Allemagne et d'autres, un libellé stipulant que l'évaluation doit être fondée sur la documentation collégialement vérifiée conformément aux principes du GIEC.

L'Arabie Saoudite a regretté la fusion des chapitres quatre et cinq, et a appelé à des références au réchauffement de 2°C et plus comme point de référence pour toute comparaison, et aux éventuels effets indésirables de mesures d'atténuation accélérées et de portée trop large.

Le Royaume-Uni, avec la Belgique, le Luxembourg, le Japon, la Norvège, l'Espagne, l'Irlande, la Suède, le Congo et d'autres, a appelé à inclure une référence claire dans le chapitre deux concernant les profils d'atténuation pour un réchauffement de 2°C à des fins de comparaison.

Sainte Lucie, avec les Îles Marshall et les Bahamas, ont appelé à une couverture plus extensive des impacts, éventuellement sur deux chapitres, dédiés aux impacts mondiaux, régionaux, sectoriels et autres. Le Vice-Président du GTII Fischlin a signalé les avantages de prévoir un chapitre plus étendu sur les impacts, en estimant que cela contribue à une compréhension intégrée de la question.

Les Îles Salomon, avec le Nicaragua, El Salvador et l'Équateur, ont appelé à une référence explicite aux pertes et dommages.

Les Pays-Bas, l'Autriche, l'Espagne et d'autres, contrés par la Norvège, ont appelé à inclure un Résumé technique, et la Belgique a suggéré que le Résumé technique soit basé sur les résumés des chapitres. Les Pays-Bas, l'Autriche, la Belgique et le Luxembourg, contrés par la Norvège et le Maroc, ont suggéré que les 5 à 8 pages allouées au RID comprennent les graphiques et tableaux, pour réduire encore la taille du rapport. L'Afghanistan a suggéré que les impacts régionaux soient inclus sous forme de tableaux, comme dans le RE5.

Mercredi, la Présidente Krug a présenté le projet révisé de plan et le projet de décision. Elle a souligné: que la longueur proposée pour le RID est de 10 pages maximum, y compris les graphiques et les déclarations d'en-tête; que les références à un réchauffement de 2°C ont été ajoutées au chapitre deux; que des références aux limites de la capacité d'adaptation ont été ajoutées au chapitre trois; et que des émissions nettes nulles ont remplacé la référence à des émissions négatives au chapitre quatre. Les participants ont discuté dans un premier temps des références à un réchauffement planétaire de 2°C ou plus, et aux émissions nettes nulles.

Sainte Lucie a exprimé des inquiétudes quant au fait que le paragraphe de la décision stipulant que le rapport évaluera la documentation relative à 1,5°C comparé à 2°C et, le cas échéant, à des niveaux plus élevés de réchauffement, suggère que le rapport pourrait être centré sur la comparaison de 1,5°C et 2°C, plutôt que sur les impacts et les profils d'émissions du 1,5°C. Avec le soutien des États-Unis, le Vice-Président du GTII Reisinger, les Îles Marshall, l'Allemagne et la Jamaïque, la déléguée de Sainte Lucie a appelé à supprimer ce paragraphe de la décision et à faire plutôt référence à une comparaison avec le réchauffement de 2°C ou plus dans le plan, aux rubriques d'impact et de profils d'émissions pertinents. La

Vice-Présidente du GTIII Diana Ürge-Vorsatz a déclaré que ce lien à la température pourrait exclure certaines documentations, notamment des études en sciences sociales et des études ascendantes quantitatives qui ne peuvent établir de lien direct aux températures. L'Arabie Saoudite a soutenu le plan, en estimant qu'il convient de faire confiance aux chercheurs pour décider de la pertinence d'une comparaison.

En réponse aux commentaires, la Présidente Krug a proposé d'ajouter aux chapitres sur les profils d'émissions et sur les impacts une référence à « un réchauffement de 1,5°C comparé à 2°C, et, lorsque cela est indiqué au vu de la documentation, à des niveaux plus élevés de réchauffement ». Sainte Lucie, le Brésil et la Chine ont soutenu cette modification.

Concernant les émissions nettes nulles, le Japon et les Philippines ont suggéré de supprimer l'expression « nettes nulles » et de laisser le libellé rédigé comme suit: « évaluer les options existantes et émergentes en matière d'atténuation, et les opportunités et défis associés ». La Norvège a appelé à maintenir la référence aux émissions nettes nulles, en estimant qu'il est important d'évaluer les questions qui permettent d'établir un équilibre entre émissions et libérations des puits.

En réponse aux commentaires, la Présidente Krug a proposé de supprimer la référence aux émissions nettes nulles. L'Arabie Saoudite a indiqué qu'elle ne serait pas disposée à admettre le plan sans une référence aux émissions nettes nulles, en signalant que l'expression initiale était « émissions négatives ». Krug a suggéré que l'expression « options émergentes d'atténuation » est suffisamment large pour inclure les émissions négatives. La Norvège et l'Irlande ont dit avoir confiance que les émissions négatives seront abordées et ont soutenu le texte tel que proposé par la Présidente Krug. Le Vice-Président du GTII Semenov a suggéré de remplacer « émissions nettes nulles » par « émissions nettes » et de faire référence à « l'inclusion de méthodologies relatives aux émissions négatives nulles ».

Avec ces changements, le Groupe a approuvé le plan.

Jeudi, signalant que ce RS sera l'un des plus importants rapports du Groupe, les États-Unis ont instamment demandé qu'il réponde aux normes les plus élevées, y compris en appuyant les conclusions sur une documentation suffisante.

Les participants ont discuté de la meilleure façon de consigner que les auteurs doivent conduire une analyse des lacunes dans la documentation sur ce sujet dans le texte, avec des points de vue divergents sur la question de savoir si une telle analyse modifierait la liste indicative des sujets à traiter. Le Président du GIEC Lee a invité Krug à conduire des consultations informelles avec les pays intéressés afin de trouver une formulation consensuelle.

Le Groupe a ensuite adopté le document de la décision avec un amendement reliant l'analyse des lacunes à la liste indicative des sujets à traiter.

**Décision finale:** Dans sa décision (IPCC-XLIV/CRP. 2.Rev. 2), signalant que le RS est une réponse à l'invitation de la CCNUCC, le Groupe approuve le plan du RS sur un « réchauffement planétaire de 1,5°C » tel qu'il est présenté en Annexe 1. Le Groupe décide que le rapport évaluera la documentation pertinente du point de vue des 1,5°C, en particulier celle qui est devenue disponible depuis le RE5 et conformément aux directives du GIEC. Le Groupe décide par ailleurs que le texte à puces présent dans le plan de l'Annexe 1 doit être considéré comme indicatif par les auteurs et qu'il devra prendre en compte les lacunes scientifiques qui seront explicitement identifiées.

Le plan du RS contient cinq chapitres, pour un total de 225 pages: cadre et contexte (15 pages), profils d'atténuation compatibles avec un réchauffement de 1,5°C dans le contexte du développement durable (40 pages), conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5°C sur les systèmes naturels et humains (60 pages), renforcement et mise en œuvre de la riposte



mondiale à la menace du changement climatique (50 pages), développement durable, éradication de la pauvreté et réduction des inégalités (20 pages). L'approbation du RS est programmée à la GIEC 48, en septembre 2018.

**PLAN DU RAPPORT MÉTHODOLOGIQUE DESTINÉ À AFFINER LES LIGNES DIRECTRICES 2006 DU GIEC POUR LES INVENTAIRES NATIONAUX DE GES:** Ce point (IPCC-XLIV/Doc.12) a d'abord été abordé lundi, et les Co-Présidents de l'ESI ont présenté un plan révisé et une décision jeudi, que le Groupe a adoptés.

Lundi, le Co-Président de l'ESI Tanabe a passé en revue la réunion de délimitation du cadre qui s'est déroulée en août et a mis en exergue les options proposées pour le rapport, notamment: un Rapport méthodologique unique, composé d'un chapitre de synthèse et de cinq volumes suivant les Lignes directrices de 2006; réaliser des mises à jour uniquement lorsque cela est nécessaire; actualiser les facteurs d'émission et les paramètres par défaut là où il existe des différences significatives; et proposer des éclaircissements supplémentaires ou alternatifs des lignes directrices existantes.

Les Pays-Bas ont appelé à des facteurs par défaut plus représentatifs et ont estimé que les facteurs par défaut mondiaux du GIEC ne devraient être utilisés qu'en dernier ressort.

La République de Corée, avec le soutien de la Belgique et du Japon, a proposé d'inclure une mesure directe des émissions de GES par sources, en estimant que cela aiderait à améliorer la précision des estimations. Le Suisse, avec les États-Unis, a demandé de quelle façon la captation à distance pourrait être combinée avec le système de suivi ascendant de l'Accord de Paris.

Le Togo s'est interrogé au sujet du logiciel qui accompagnerait le rapport d'affinage 2019 et a souligné l'importance de la traduction française. Le Co-Président de l'ESI Eduardo Calvo Buendía a indiqué que la question du logiciel serait abordée à la prochaine réunion du Bureau de l'Équipe spéciale.

Les Philippines ont souligné l'importance de donner des orientations sur les systèmes de gestion des inventaires nationaux. Le Co-Président Calvo Buendía a noté que cette possibilité est en discussion.

Signalant que les émissions de réservoir de l'industrie hydroélectrique pourraient représenter 1% des émissions mondiales, les États-Unis ont estimé que le thème des terres inondées devrait être abordé en détail. Signalant le manque de maturité scientifique sur cette question, le Brésil a suggéré qu'il ne convient pas de préjuger de sa possibilité d'affinage.

Le Mexique, avec le Chili, a suggéré d'ajouter le carbone noir au Rapport méthodologique. Le Co-Président Calvo a noté que le mandat consistait à affiner les lignes directrices existantes, et qu'il est trop tard pour inclure le carbone noir.

La Belgique a rappelé sa proposition formelle de dédier l'affinage 2019 des lignes directrices au Docteur Jim Penman, décédé en 2016. Nombre de participants ont soutenu cette proposition, qui a été incluse dans le compte-rendu de la réunion de façon à ce que ce soit fait en 2019. Le Groupe a observé une minute de silence à la mémoire du Docteur Penman.

Le Président du GIEC Lee, avec le soutien de l'Allemagne, du Danemark et des États-Unis, a proposé que le Groupe adopte le plan du rapport tel que présenté, et de laisser la discussion des détails au Bureau de l'Équipe spéciale. Le Brésil s'y est opposé, en demandant que le Chapitre 7.3 sur les terres inondées soit amendé pour y inclure une note de bas de page dans le projet de plan, clarifiant qu'aucun affinage n'est nécessaire même en ce qui concerne les chapitres où des affinages ultérieurs sont prévus.

Jeudi, le Co-Président de l'ESI Calvo Buendía a présenté une version modifiée (IPCC-XLIV/CRP.4), en soulignant des modifications qui n'altèrent pas l'esprit ni la structure du texte.

Le Co-Président de l'ESI Tanabe a répondu aux commentaires qui ne figuraient pas dans le document, notamment le fait que la mesure directe à des fins de vérification, l'élaboration de facteurs d'émission locaux, et des inventaires nationaux de GES soient inscrits à l'actuelle table des matières. Il a indiqué que le Bureau de l'Équipe spéciale abordera: une mise à jour du logiciel d'inventaire du GIEC sur la base de l'affinage 2019; la proposition de consacrer un chapitre ou une section distincte aux systèmes de gestion des inventaires nationaux; et l'examen de l'expertise intersectorielle dans la nomination et la sélection d'auteurs.

Les Philippines, contrées par le Brésil, ont suggéré de supprimer la référence à l'exclusion des émissions susceptibles de se produire en absence de terres inondées, mais, après que les Co-Présidents de l'ESI ont clarifié que les terres inondées sont une catégorie unique qui permet l'utilisation d'approches multiples, le délégué a retiré sa proposition. Le Groupe a approuvé le plan.

Le Mexique a proposé, au nom du Chili, de la Belgique et du Kenya, que le GIEC lance un processus à la prochaine plénière visant à amender le mandat de l'ESI pour permettre que les rapports méthodologiques abordent les questions méthodologiques relatives aux facteurs de stress climatique à court terme, tels que le carbone noir. Le Brésil s'est dit inquiet, en déclarant que le carbone noir n'est pas un gaz et n'est donc pas régulé par la CCNUCC. Le Japon a appelé à la prudence vis-à-vis des incidences budgétaires.

**Décision finale:** Dans sa décision finale (IPCC-XLIV/CRP.4), le GIEC décide de préparer un rapport méthodologique pour affiner les Lignes directrices 2006 du GIEC pour les inventaires nationaux de GES, sous la forme d'un rapport méthodologique unique comprenant un chapitre de synthèse et cinq volumes suivant le format des Lignes directrices 2006 du GIEC pour les inventaires nationaux de GES (Lignes directrices 2006 du GIEC), et intitulé Affinage des Lignes directrices 2006 du GIEC pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre ». Le Groupe a par ailleurs adopté le mandat pour la production d'un rapport et la table des matières du rapport, tous deux annexés à la décision.

**ATELIER SUR LES VILLES FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES:** Cette question (IPCC-XLIV/Doc. 9) a été abordée pour la première fois mardi et la décision a été adoptée jeudi.

Mardi, la Co-Présidente du GTII Debra Roberts a présenté ce point, en signalant que les villes constituent à la fois un terrain d'atténuation et d'adaptation, et a ajouté que la conférence internationale serait organisée conjointement avec des partenaires internationaux en 2018. Elle a signalé des contributions financières de Cities Alliance, de C40, et d'ONU-HABITAT.

Les États-Unis ont soutenu le concept de l'atelier, mais ont signalé, avec la Belgique et l'Allemagne, des préoccupations budgétaires, notamment en lien aux déplacements. Le délégué a proposé d'approuver la proposition sans approuver la rubrique budgétaire correspondante. Signalant qu'HABITAT III porte également sur des questions liées aux changements climatiques, l'Allemagne a estimé que reporter la conférence pourrait également être une option.

Le Mali, avec Sainte Lucie et l'Afrique du Sud, a soutenu la proposition et, avec les Îles Marshall, a instamment plaidé pour un accent sur les problématiques régionales.

La Belgique a appelé à une participation plus large du GIEC et instamment demandé l'engagement des Co-Présidents des GTI et GTIII. L'Arabie Saoudite a souligné le besoin que le GIEC se centre sur la documentation scientifique concernant cette question.

Jeudi, la Co-Présidente du GTII Roberts a présenté le projet de décision en déclarant que la décision modifiée répond aux commentaires émis, notamment: un accent spécial sur les

problématiques régionales; la tenue précoce de l'atelier de façon à inspirer la recherche pour le RS sur les villes au cours du cycle du RE7; et une réduction de 50% du budget alloué à cet atelier.

La Belgique a présenté un amendement textuel clarifiant que le soutien aux déplacements proviendrait non pas uniquement du Fonds d'affectation spéciale du GIEC, mais d'autres sources également.

Le Nigéria a exprimé l'espoir que les résultats de l'atelier soient pertinents pour les gouvernements et la Norvège a sollicité qu'ils soient diffusés le plus largement possible. C40 a exprimé son soutien à cet atelier et à l'engagement du GIEC sur les questions relatives aux villes.

Le Groupe a adopté la décision avec les amendements présentés.

**Décision finale:** Dans sa décision (IPCC-XLIV/CRP. 3), le Groupe approuve la proposition d'une conférence internationale sur les villes face aux changements climatiques, telle que décrite en Annexe 1. L'Annexe prévoit comme objectifs principaux de la conférence, entre autres: de faire l'inventaire de la documentation scientifique, des données et des autres sources de connaissance sur les villes face aux changements climatiques depuis le RE5 et d'intégrer les travaux en cours dans le cycle du RE6; d'identifier les principales lacunes dans le but de stimuler de nouvelles recherches qui seront soumises à évaluation dans le cadre d'un RS du RE7 portant sur les villes face aux changements climatiques; et d'élaborer des cadres novateurs d'évaluation pour prendre en compte les liens systémiques, les synergies et les interactions entre systèmes urbains et changements climatiques.

**RÉUNIONS D'EXPERTS SUR L'ATTÉNUATION, LA DURABILITÉ ET LES SCÉNARIOS DE STABILISATION CLIMATIQUE:** Ce point (IPCC-XLIV/Doc. 7) a été abordé mardi et la décision a été adoptée jeudi.

Mardi, le Co-Président du GTIII Skea a présenté ce point en signalant que la proposition de cette réunion d'experts s'appuie sur une proposition norvégienne et sur la décision subséquente prise à la GIEC 43 pour traiter ces questions dans le RE6. Il a précisé que la réunion d'experts poursuit essentiellement deux objectifs: établir de meilleurs liens entre les objectifs et les scénarios de stabilisation climatique de haut niveau, et les mesures concrètes nécessaires à court et moyen terme pour atteindre ces objectifs; et d'ancrer les réponses à la crise climatique dans le contexte des besoins en matière de développement et de la durabilité.

De nombreux participants ont soutenu la réunion et remercié la Norvège de s'être proposée pour l'accueillir. Ils ont également soutenu la tenue de cette réunion d'experts le plus vite possible en 2017 de façon à ce que son résultat puisse éclairer le RS sur les 1,5°C et les autres rapports du RE6.

La Belgique, l'Arabie saoudite, l'Égypte, le Vice-Président du GTIII Pichs-Madruga et d'autres ont souligné l'importance d'inclure des chercheurs d'autres GT dans ces travaux et, avec l'Arabie saoudite et l'Égypte, ont souligné le besoin d'éviter une approche centrée exclusivement sur l'atténuation. L'Australie a attiré l'attention sur les chercheurs en politique et la Hongrie a appelé à inclure une documentation ascendante et des approches alternatives.

Les États-Unis ont suggéré d'envisager le co-parrainage de la réunion d'experts avec des institutions compétentes pour réduire les coûts.

Le Mali, l'Égypte et d'autres ont souligné le besoin d'assurer la participation des pays en développement.

Le Co-Président du GTIII Skea a assuré le Groupe que le principal objectif de la réunion d'experts est précisément d'avancer dans l'intégration entre les GT, qui sera nécessaire pour de futurs travaux, notamment pour le RS sur les 1,5°C et les autres rapports du cycle RE6.

Le Groupe a approuvé la proposition telle que présentée et a décidé de tenir la réunion d'experts fin mars 2017.

**Décision finale:** Dans la décision (IPCC-XLIV/CRP. 11), le Groupe décide d'adopter la proposition d'une réunion d'experts telle que décrite dans son annexe. L'annexe stipule: que les objectifs de la réunion d'experts sont de développer le dialogue entre diverses communautés de chercheurs et de stimuler une activité de recherche interdisciplinaire pouvant conduire à des documentations utiles pour l'évaluation du RE6; que la réunion d'experts inclura des experts et des parties prenantes concernées par l'atténuation; et que la Norvège a offert d'accueillir la réunion.

### **AVENIR DE L'ESACI**

Ce point (IPCC-XLIV/Doc. 8) a été abordé mardi et la décision a été adoptée jeudi.

Mardi, le Co-Président de l'ESACI Timothy Carter a présenté un projet de décision prévoyant: la création d'une équipe spéciale chargée de concevoir un plan stratégique et un mandat révisé pour la transformation des fonctions de l'ESACI; le mandat chargeant l'ESACI de poursuivre ses activités jusqu'à l'approbation du mandat révisé par le Groupe; et une demande au Secrétaire du GIEC d'explorer la possibilité de satisfaire aux besoins de soutien administratif de l'ESACI durant la période transitoire.

Les États-Unis ont apporté quelques corrections textuelles pour donner, entre autres, au PNUE la possibilité de détacher du personnel additionnel pour réduire les coûts. Beaucoup ont soutenu cet amendement. Le Canada a offert de soutenir le coût du soutien administratif pour la moitié de l'équivalent d'un plein temps.

Le Mali s'est interrogé au sujet de la composition de l'équipe spéciale et, avec de nombreux pays en développement, a souligné l'importance de poursuivre les activités de l'ESACI. L'Allemagne a proposé de nommer les Co-Présidents de l'équipe spéciale à cette réunion.

La Suisse a déploré que l'ESACI ait été « exogène » au fonctionnement des GT du GIEC et, contrée par de nombreux participants, notamment quelques Co-Présidents de GT, a proposé que les Co-Présidents des GT président à l'équipe spéciale au lieu des Vice-Présidents des GT, et ce pour une meilleure intégration.

Le Président du GIEC Lee a pris note du consensus sur le projet de décision, avec les amendements proposés par les États-Unis, et a demandé aux Co-Présidents de l'ESACI et aux délégués de se réunir de façon informelle pour discuter de la composition de l'équipe spéciale.

Jeudi, le Vice-Président du GTIII Reisinger a fait rapport de la réunion informelle sur l'équipe spéciale. Il a signalé que la réunion a connu une large représentativité et qu'un grand intérêt s'y est manifesté, y compris de la part des Vice-Présidents. Il a indiqué que les participants ont étudié la nomination des Co-Présidents de l'équipe spéciale et a précisé qu'ils ont décidé de recommander le Vice-Président du GTI Edvin Aldrian et le Vice-Président du GTII Fischlin comme Co-Présidents. Il a mis en exergue la nature non limitée de l'équipe spéciale et a indiqué que d'autres sont les bienvenus.

Le Groupe a adopté le projet de décision.

**Décision finale:** Dans cette décision (IPCC-XLIV/CRP.8), le Groupe décide d'établir une Équipe spéciale chargée de concevoir un plan stratégique et un mandat révisé pour la transformation des fonctions de l'ESACI en vue de satisfaire les besoins du GIEC durant le RE6 et au-delà. Le Groupe demande à l'ESACI de poursuivre ses activités jusqu'à l'approbation par le Groupe du mandat révisé, qui devra intervenir au plus tard à la GIEC 46. Le Groupe demande au Secrétaire du GIEC de consulter les organisations partenaires sur les façons de fournir un soutien administratif à l'ESACI durant la période transitoire.

**COMMUNICATIONS RELATIVES AU RE6****COMMUNICATIONS ET PROCESSUS DE**

**DÉLIMITATION DU CADRE:** Ce point (IPCC-XLIV/Doc. 5) a été abordé mercredi. Un petit groupe s'est réuni de façon informelle pour réviser la décision, qui a été adoptée jeudi.

Mercredi, Jonathan Lynn, du Secrétariat du GIEC, a présenté un projet de décision prévoyant les initiatives possibles de communication susceptibles d'être adoptées avant les réunions de délimitation du cadre.

Les États-Unis et le Japon se sont interrogés sur les incidences budgétaires de ces activités, et les États-Unis ont suggéré de supprimer la référence à des ateliers coparrainés pour cette raison. La Suisse a signalé que les activités suggérées dans le projet de décision doivent être perçues comme une liste indicative, non exhaustive.

Bien que soutenant l'idée d'améliorer l'engagement, plusieurs pays se sont dits inquiets de la participation des parties prenantes dans les activités préalables à la délimitation du cadre. Les États-Unis ont exprimé leur préoccupation quant au fait que l'inclusion des parties prenantes pourrait conduire à donner priorité à certaines parties prenantes au détriment d'autres, ce qui devrait, de l'avis du délégué, être évité. L'Allemagne et le Botswana ont fait observer que les pays dotés de ressources pourraient avoir de meilleures capacités pour entreprendre des consultations avec les parties prenantes, ce qui pourrait conduire à des déséquilibres dans le processus. Le Japon a souligné que le processus de délimitation du cadre devrait être non biaisé et éviter les conflits d'intérêts, et la Belgique a souligné le besoin de maintenir l'équilibre et de traiter toutes les parties prenantes sur un pied d'égalité. Le Brésil a fait observer que des réunions virtuelles pourraient permettre une participation plus large. Le Brésil et la Belgique ont souligné la nature intergouvernementale du Groupe.

Les Îles Marshall, la Zambie et le Botswana ont souligné le besoin de soutenir les points focaux nationaux dans les pays en développement de façon à entreprendre des activités de délimitation du cadre en assurant une participation adéquate des experts. L'Afrique du Sud, avec le soutien de l'Inde et de l'Indonésie, a appelé à fournir des ressources pour faciliter la participation de chercheurs et d'experts provenant des pays en développement dans les événements de délimitation du cadre. Avec la Belgique, la déléguée a appelé à s'efforcer d'engager de jeunes chercheurs.

Le Président du GIEC Lee a suggéré un petit groupe, comprenant les États-Unis, le Brésil, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la Zambie et d'autres membres intéressés, chargé de se réunir avec le Vice-Président Sokona pour réviser le projet de décision.

Jeudi, Lynn a présenté le projet de décision, en signalant que le texte a été édité pour éviter d'être trop prescriptif, et a souligné le rôle clé des Bureaux des GT dans les consultations avec les gouvernements.

Le Groupe a adopté le projet de décision.

**Décision finale:** Dans sa décision (IPCC-XLIV/CRP.9), le GIEC décide que pour la préparation des réunions de délimitation du cadre, les Bureaux des GT compétents envisagent: de diffuser un questionnaire préalable à la délimitation du cadre aux organisations observatrices pour identifier les problèmes et les questions; de travailler avec les points focaux nationaux et les observateurs pour identifier les acteurs susceptibles de contribuer au processus de délimitation du cadre; et d'entreprendre les activités de délimitation du cadre de façon transparente.

**EXAMEN DE LA STRATÉGIE DE COMMUNICATION DU GIEC:** Ce point (IPCC-XLIV/Doc. 6) a été présenté mercredi et une décision a été adoptée jeudi.

Mercredi, Jonathan Lynn, du Secrétariat du GIEC, a signalé que l'examen vise à aligner la stratégie de communication sur les pratiques actuelles et que cette proposition n'a pas d'incidences

budgétaires. Il a mis en lumière les modifications clés, notamment, entre autres, des références: à la sensibilisation et à l'accessibilité pour une audience non spécialisée; la valeur ajoutée de certains produits dérivés; le fait que le Secrétariat du GIEC puisse parfois présenter les conclusions du GIEC; des formations et ateliers permettant de promouvoir une écriture claire pour les équipes d'auteurs; et les réseaux sociaux.

L'Inde, le Nigéria, la Tanzanie et d'autres ont souligné l'importance de l'accessibilité et de la sensibilisation. L'Inde a également salué la référence aux réseaux sociaux et aux évolutions technologiques, et les Pays-Bas ont suggéré de mieux utiliser les infographies.

L'Afrique du Sud a recommandé de rassembler des réponses d'auteurs et autres sur l'expérience du RE5.

Faisant observer que nombre de brochures du GIEC sont toujours uniquement disponibles en anglais, Madagascar, avec le soutien des Comores, a mis en exergue les difficultés liées à la traduction du matériel GIEC dans les langues des Nations Unies.

La Belgique, soutenue par la Suisse, la France et l'Allemagne, a estimé que ce sont des membres élus du Groupe qui devraient être désignés pour parler du contenu des conclusions du GIEC, et que cela devrait être clarifié au moment de traiter du rôle du Secrétaire du GIEC.

Les Îles Marshall, avec les Comores, ont signalé que les experts devraient diffuser les conclusions du GIEC dans leurs régions, et a ont suggéré la possibilité de former les experts en matière de sensibilisation.

La Norvège, avec le soutien de la Suisse, a appelé à mettre en place un site internet ou une plateforme unique pour tous les GT et l'ESI, consacré à la sensibilisation et la communication, contrairement au format actuel de quatre différents sites internet. Le délégué a également suggéré d'explorer l'élaboration de plateformes mobiles.

L'Allemagne et l'Arabie saoudite ont estimé que la sensibilisation doit employer exactement le même langage approuvé et convenu par le Groupe. L'Allemagne a également appelé à discuter des sources externes de financement dans le cadre de la politique relative aux donateurs, et a mis en question le besoin d'ateliers et de formations d'écriture claire pour les auteurs, au vu des contraintes financières, en suggérant plutôt de préparer des notes d'orientation.

L'Arabie saoudite a souligné le besoin d'éviter des situations dans lesquelles les chercheurs parlent en leur nom propre, mais semblent s'exprimer au nom du GIEC, en soulignant que, si le GIEC est en désaccord avec une déclaration, même si celle-ci se trouve dans le rapport sous-jacent, elle ne devrait pas être communiquée comme une conclusion du GIEC.

Le document de séance a fait l'objet de nouvelles révisions pour prendre en compte ces commentaires et a été de nouveau présenté à la plénière jeudi.

Jeudi, Lynn a présenté le projet de décision sur ce point (IPCC-XLIV/CRP. 7). Il a indiqué que les commentaires reçus ont été consignés dans le texte, notamment: la clarté de la formulation et l'accessibilité; les traductions; et les personnes s'exprimant officiellement sur les produits approuvés. Concernant la suggestion d'établir un texte plus détaillé, il a expliqué que le plan de mise en œuvre des communications a le niveau de détail nécessaire. Il a par ailleurs noté que la stratégie de communication s'adresse à un public large, dépassant les seuls décideurs politiques.

Le Groupe a adopté le projet de décision présent dans le document.

**Décision finale:** Dans cette décision (IPCC-XLIV/CRP.7), le Groupe adopte la mise à jour de la Stratégie de communication du GIEC telle qu'elle figure en annexe; prie le ComEx de mettre à jour le Plan de mise en œuvre conformément aux amendements; prie le ComEx d'examiner un ensemble de procédures pour



permettre au GIEC d'apporter des réponses rapides aux demandes urgentes; et prie le ComEx de garder le plan de mise en œuvre sous examen.

### **PROGRAMME DE BOURSES DU GIEC**

Ce point (IPCC-XLIV/Doc. 10) a été abordé mercredi et la décision a été adoptée jeudi après quelques révisions.

Mercredi, la Vice-Présidente du GIEC et Présidente du Conseil scientifique Ko Barrett a signalé que le Conseil scientifique du Fonds de bourses du GIEC et le Secrétariat ont conduit un examen du programme de bourses et ont conclu, entre autres: que 13 étudiants boursiers sur 24 n'ont pas encore obtenu leur diplôme; que les procédures de contrôle interne permettant de surveiller les parcours ont été insuffisantes; et que la collecte de fonds demanderait des ressources humaines dont le Secrétariat du GIEC ne dispose pas. Elle a ensuite dressé une liste de trois options: élargir le programme pour corriger les déficiences identifiées; demander au Conseil scientifique d'identifier les éventuels partenariats pour l'utilisation des fonds du Programme de bourses du GIEC; et charger le Conseil scientifique d'évaluer les options alternatives pour améliorer les activités de renforcement des capacités dans les pays en développement.

Les Bahamas, avec le Liban, ont estimé que les étudiants en doctorat pourraient être encouragés à travailler sur des sujets pertinents pour les travaux du GIEC, tels que les impacts d'un réchauffement de 1,5°C.

Le Nigéria a proposé de donner des formations courtes aux jeunes météorologistes et les Bahamas ont suggéré d'offrir un soutien au niveau postdoctoral.

Les États-Unis ont estimé que les fonds pourraient être utilisés pour soutenir les besoins des pays en développement identifiés en rapport à l'ESACI et, avec les Pays-Bas, pour soutenir la participation d'experts et d'auteurs provenant de pays en développement.

L'Afrique du Sud a noté le besoin d'une plus grande transparence dans la conduite du programme de bourses. Quelques pays ont signalé le besoin d'un équilibre régional dans la sélection des étudiants pour l'octroi des bourses, en signalant la participation limitée de la région caribéenne et d'autres petits États insulaires en développement. Le Mali a évoqué les difficultés de la participation au programme de bourses pour les étudiants francophones.

Quelques pays ont estimé que les bénéficiaires des bourses devraient s'intégrer aux travaux du GIEC, à commencer par les réunions de délimitation du cadre pour les rapports du RE6.

Concernant les progrès accomplis par les boursiers, plusieurs pays ont indiqué que les études de doctorat requièrent une durée plus longue que les deux ans soutenus par les bourses, et que la finalisation des diplômes par les étudiants boursiers pourrait se matérialiser le moment venu.

La Belgique a estimé que les difficultés actuelles du Programme de bourses du GIEC ne supposent pas la suppression pure et simple du programme, et a instamment demandé la recherche d'options pour corriger les déficiences du programme.

Concernant le conseil de supervision du Fonds de bourses du GIEC, quelques participants ont instamment souhaité une refonte complète du Conseil, en signalant que les nominations sont dues depuis longtemps, mais d'autres ont estimé que les nominations ne devraient se faire qu'après avoir fait toute la lumière sur les travaux futurs du programme de bourses.

Le Groupe a décidé de charger le Conseil scientifique de réexaminer les options et de générer des suggestions spécifiques au vu des commentaires reçus et de consultations supplémentaires, notamment avec les institutions partenaires, pour une décision à la GIEC 45. La décision a été adoptée jeudi.

**Décision finale:** Dans sa décision (IPCC-XLIV/CRP5), le Groupe prie le Conseil scientifique d'envisager les options pour l'avenir du Programme de bourses du GIEC au vu des conclusions de l'examen de ce programme, et de faire des propositions pour leur examen par le Groupe à la GIEC 45.

### **RÔLES DES MEMBRES DU BUREAU**

Jeudi, le Secrétariat a présenté le document (IPCC-XLIV/INF. 3), a noté le manque d'orientations claires sur la participation des membres du Bureau aux réunions intersessions, et a indiqué que le document condense les pratiques existantes.

La Suisse, avec l'Allemagne, a estimé que la participation de tous les membres du Bureau est importante et a instamment souhaité éviter toute situation de « discrimination » en ce qui concerne la participation de certains membres.

Le Co-Président de l'ESI Calvo Buendía a indiqué que la pratique actuelle consiste à consulter verbalement des membres du Bureau pour obtenir des expressions d'intérêt quant à la participation aux réunions intersessions. Le Vice-Président du GTIII Pichs-Madruja a souligné la souplesse des pratiques actuelles. L'Allemagne a demandé un document révisé et corrigé pour refléter précisément les pratiques existantes.

Signalant le niveau élevé de collaboration requis entre les Bureaux pour le cycle RE6, le Co-Président du GTIII Skea a indiqué que l'identification claire du nombre de voyages requis pour toutes les réunions serait utile du point de vue de la planification.

Quelques pays, contrés par les États-Unis, ont proposé de reporter la discussion sur cette question à une date ultérieure. Les États-Unis ont estimé que cette question devrait être abordée dans la FiTT.

Le Président du GIEC Lee a proposé, et le Groupe a accepté, que les discussions sur cette question soient transférées à la FiTT et a prié le Secrétariat de prendre note des commentaires émis et de les inclure dans le compte-rendu de la réunion.

### **AUTRES QUESTIONS**

Jeudi, le GIEC a abordé trois questions: un rapport issu d'un atelier coparrainé; le processus de délimitation du cadre et de planification stratégique pour le RE6; et le lien entre le GIEC et l'inventaire mondial conduit dans le cadre de la CCNUCC.

Le Secrétariat a présenté le résultat de l'atelier coparrainé intitulé « recherche intégrée sur les risques climatiques et sur les solutions durables parmi les groupes de travail du GIEC: enseignements tirés du RE5 pour soutenir le RE6 » (IPCC-XLIV/INF. 8). Il a indiqué que les fonds du GIEC ont servi à soutenir 24 experts provenant des pays en développement et des pays à économies en transition, et que des recommandations détaillées seraient disponibles avant la réunion de délimitation du cadre pour le RE6.

L'organisation Future Earth a souligné que l'une de ses priorités et de contribuer au GIEC et qu'elle mobilise actuellement des moyens de recherche et organise la communauté scientifique pour contribuer au RE6 et aux RS.

Le Groupe a ensuite pris note du document.

Le processus de délimitation du cadre et de planification stratégique pour le RE6 a été soulevé mercredi et discuté plus avant jeudi. Mercredi, en réponse à diverses questions concernant le processus de délimitation du cadre, le Président du GIEC Lee a répondu que le processus général de détermination pour le RE6 sera le même que pour le RE5. Il a expliqué que le Secrétariat du GIEC enverra un questionnaire aux gouvernements puis, sur la base de leurs réponses, le Président du GIEC diffusera un document de vision pour recueillir des observations et commentaires additionnels. Il a indiqué que le document de vision et deux rondes de contributions de la part des gouvernements seraient alors présentés pour guider la réunion de délimitation du cadre. Il a signalé que le questionnaire est spécifique au RE6.

Plusieurs pays ont appelé à spécifier les étapes du processus de délimitation du cadre dans le plan stratégique. Le Royaume-Uni et le Luxembourg ont suggéré des délais plus longs pour répondre au questionnaire. Le Royaume-Uni a par ailleurs suggéré d'envisager le champ d'analyse du rapport de synthèse dès le départ.

Plusieurs membres, y compris l'Allemagne, ont appelé à tirer des leçons du processus du RE5, et la Tanzanie et le Mali ont évoqué les cas où certaines questions importantes pour la région africaine, telles que la sécurité alimentaire et les sécheresses, n'ont pas fait l'objet de l'attention appropriée.

Le Président du GIEC Lee a suggéré de réunir un petit groupe sur le processus de délimitation du cadre, composé des Co-Présidents des GT et de l'ESI, et du Secrétariat, pour clarifier le processus de délimitation et présenter sa vision au Groupe.

Jeudi, le Président du GIEC Lee a réitéré le procédé selon lequel des contributions sont demandées aux gouvernements, et a confirmé que le processus concerne la totalité du RE6: le rapport de synthèse, les questions transversales et les rapports des groupes de travail. Il a signalé que les gouvernements ne devraient pas se sentir limités par le questionnaire et qu'ils peuvent ajouter des commentaires et des documents. Il a certifié que le document de vision du Président sera préparé par les Vice-Présidents du GIEC et les Co-Présidents des GT, et qu'il sera disponible fin février.

Plusieurs pays ont exprimé leur soutien au processus, notamment au fait que le document de vision soit issu des Vice-Présidents et des Co-Présidents des GT, et à l'idée de délimiter le rapport de synthèse d'entrée de jeu. Beaucoup ont estimé que la date limite du 14 novembre 2016 pour répondre au questionnaire devrait être repoussée. Le Royaume-Uni, soutenu par d'autres, a demandé que les procédés et échéances du processus de délimitation soient consignés par écrit et diffusés aux points focaux nationaux.

Concernant le plan stratégique, l'Allemagne, le Royaume-Uni, les États-Unis, la Tanzanie et d'autres ont souligné que les deux RS, un portant sur les océans et la cryosphère, et l'autre sur le changement climatique, la désertification, la dégradation des terres, la gestion foncière durable, la sécurité alimentaire et les flux de GES dans les écosystèmes terrestres, ne devraient pas être approuvés en parallèle à la même réunion. Le Président du GIEC Lee a indiqué que le ComEx du GIEC prendrait ces inquiétudes en compte.

Concernant le processus de la CCNUCC, la France a souligné l'engagement du GIEC à examiner les liens avec l'inventaire mondial conduit dans le cadre de la CCNUCC, et a souligné l'importance d'un alignement étroit entre la production des rapports du GIEC et l'inventaire mondial.

Le Secrétariat du GIEC a indiqué que les modalités de l'inventaire mondial n'ont pas encore été élaborées par la CCNUCC. Il a par ailleurs noté qu'un alignement des cycles du GIEC avec l'inventaire mondial demanderait une révision du règlement intérieur applicable aux produits du GIEC. Le Brésil a signalé le besoin de prendre en compte le calendrier des contributions déterminées au niveau national (CDN), et a fait observer que la CCNUCC doit encore se pencher sur la question des calendriers communs. Les Pays-Bas ont estimé qu'il serait possible d'envisager un cycle décennal, avec des produits intermédiaires tous les cinq ans ou suivant les besoins.

Le Secrétariat a indiqué qu'il envisage de faire des propositions en ce sens l'année prochaine, lors de la révision du règlement intérieur.

#### **LIEU ET DATE DE LA GIEC 45**

Le Président du GIEC Lee a invité les États membres à exprimer leurs offres pour accueillir la prochaine session. Le Costa Rica s'est dit intéressé d'accueillir la session et a indiqué que des arrangements administratifs devraient être conclus.

Le Mexique a également indiqué être disposé à accueillir la prochaine session, et la déléguée a indiqué qu'elle discuterait de la question avec le Costa Rica.

#### **CLÔTURE DE LA SESSION**

Jeudi après-midi, le PNUE a indiqué que les dispositions légales relatives à la bibliothèque sont en phase de finalisation, en attente de signature par le GIEC, et a espéré que cette bibliothèque permettra aux experts des pays en développement d'accéder aux documentations collégialement vérifiées.

L'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) a signalé deux réunions à venir qui pourraient, à son avis, fournir d'utiles contributions aux rapports du GIEC: une réunion d'experts sur le climat, la sécurité alimentaire et l'utilisation des terres, prévue en janvier 2017, et une réunion d'experts sur le carbone, organisées par la FAO, le Groupe technique intergouvernemental sur les sols (GTIS) du Partenariat mondial pour les sols, l'interface science-politique (ISP) de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CLD) et l'OMM.

Dans son allocution de clôture, le Président du GIEC Lee a passé en revue les décisions prises par le Groupe à cette session et les a qualifiées d'étapes importantes pour le RE6. Il a estimé que les décideurs politiques ont agi de façon décisive et que la responsabilité de fournir le travail scientifique pèse désormais sur le Groupe.

Le Président du GIEC Lee a clos la réunion à 17h42.

### **BRÈVE ANALYSE DE LA GIEC 44**

#### **GIEC 44: LA FIN DU COMMENCEMENT**

La 44<sup>e</sup> session du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat s'est réunie à Bangkok, en Thaïlande, à un moment encourageant pour l'action internationale de lutte contre les changements climatiques. Début octobre, la ratification formelle de l'Accord de Paris par suffisamment de pays pour permettre son entrée en vigueur le 4 novembre 2016 est apparue comme une certitude. En même temps, 190 pays sont convenus, dans le cadre de l'Organisation internationale de l'aviation civile (OIA), de compenser les émissions issues des transports aériens internationaux. Puis, deux jours avant l'ouverture de la réunion du GIEC, le Protocole de Montréal a annoncé l'adoption de l'Amendement de Kigali, qui comprend un calendrier pour l'élimination progressive au niveau mondial des hydrofluorocarbures (HFC), de puissants gaz à effet de serre. Du coup, en l'espace de deux semaines, les pays ont trouvé des terrains d'entente sur des questions qui se trouvent en discussion depuis des années, voire des décennies.

Bien que nul ne s'attendait à un tournant pareil à Bangkok, cette série positive semble avoir eu un impact sur le Groupe qui s'est livré de façon constructive aux travaux prévus dans un ordre du jour lourd et prolongé. À la fin de la réunion, les grandes lignes de deux importants rapports – l'un sur le maintien du réchauffement planétaire à 1,5°C et l'autre sur l'affinage des Lignes directrices 2006 pour les inventaires nationaux de GES – ont été approuvées, ainsi qu'une Réunion d'experts sur l'atténuation, la durabilité et les scénarios de stabilisation climatique, et un Atelier sur les villes face aux changements climatiques. Par ailleurs, le Groupe a décidé d'amender le formulaire de déclaration relatif aux conflits d'intérêts et a pris des décisions sur l'avenir de l'Équipe spéciale pour les données et les scénarios servant à l'analyse du climat et de ses incidences (ESACI), du Programme de bourses du GIEC, de la stratégie de communications et d'autres sujets divers, en prévision des travaux nécessaires, et du budget requis, pour réaliser le RE6.

La brève analyse ci-après jette un regard sur les principales questions abordées par le GIEC à sa 44<sup>e</sup> session, dans le contexte de ses travaux d'ordre général et de la politique internationale en matière de changements climatiques. Elle est principalement centrée sur les rapports spéciaux et les travaux qui s'ouvrent au GIEC alors qu'il se prépare à livrer plusieurs de ses produits RE6 à temps pour éclairer les discussions de la CCNUCC.

### **RAPPORTS SPÉCIAUX**

Cette réunion à Bangkok a été la deuxième session du cycle de la sixième évaluation du GIEC, et le Groupe a démarré sur les chapeaux de roues: la session a examiné les résultats de deux réunions de délimitation du cadre qui se sont tenues en août et qui ont rédigé les plans d'un Rapport spécial sur un réchauffement planétaire de 1,5°C, et d'un Affinage des Lignes directrices 2006 pour les inventaires nationaux de GES.

La préparation du Rapport spécial sur le réchauffement de 1,5°C répond à une demande des Parties à la CCNUCC qui, dans le cadre de l'Accord de Paris, sont convenues « de déployer des efforts pour limiter la hausse de la température globale à 1,5°C ». Cette cible de réchauffement planétaire est apparue vers la fin des négociations de la CCNUCC à Paris en 2015, au vu des inquiétudes concernant le manque d'ambition formulées par plusieurs pays vulnérables, alliés aux pays en développement membres de l'auto-dénommée « Coalition pour un niveau élevé d'ambition ». Alors que pour beaucoup il s'agit là d'un objectif souhaitable, la limitation du réchauffement planétaire à 1,5°C est perçue comme essentielle par ces nations, car l'objectif globalement admis de 2°C aurait des conséquences que ces pays considèrent déjà trop graves pour eux, ainsi que pour certains écosystèmes, notamment les récifs coralliens et l'Arctique.

En termes simples, la plupart des décomptes indiquent qu'au rythme actuel d'émissions, nous aurons déjà émis dans les cinq prochaines années la quantité nette de CO<sub>2</sub> qui nous laisserait possibilité de limiter le réchauffement à 1,5°C. Après ces cinq années, chaque tonne émise devra être éliminée d'une façon ou d'une autre. Les technologies pour éliminer ce carbone atmosphérique de façon permanente et durable ne sont pas clairement identifiées et n'ont pas encore été testées à l'échelle nécessaire.

Comme cela a été répété à maintes reprises pendant la réunion, le Rapport spécial sur un réchauffement de 1,5°C pourrait devenir l'un des produits les plus importants du GIEC. Et il n'est cependant pas évident qu'il existe une documentation suffisante sur le sujet. Le traitement de cette question demandera des niveaux très élevés d'intégration, non pas simplement de modèles descendants avec des études ascendantes, mais des sciences naturelles et des sciences sociales, et de façon transversale à plusieurs disciplines. Les Auteurs doivent satisfaire aux critères stricts des évaluations du GIEC et, comme l'a fait observer le délégué des États-Unis, « quelques rapports de constituent pas une évaluation ».

Il existe également une myriade de défis méthodologiques pour cette évaluation, non seulement concernant le caractère suffisant de la documentation, mais aussi en matière de niveaux de référence, d'indicateurs, d'approches analytiques diverses, de suppositions, et notamment d'incertitudes. En même temps, les conclusions devront être exprimées dans des termes simples, faciles d'accès, et non techniques. Étant donné la complexité de la question et les nombreuses suppositions qui devront être faites pour la traiter, le rapport va requérir beaucoup de texte en petits caractères, ce qui est à l'opposé d'un rapport idéal à l'intention des décideurs politiques que l'on souhaite compréhensible pour un public large et varié.

À cette réunion, le Groupe est convenu de mettre davantage l'accent sur le chapitre relatif aux impacts, suivant la demande formulée par les petits États insulaires et d'autres, et de consolider

la section relative aux options en matière d'atténuation et d'adaptation. Il est clair que le Rapport spécial sera examiné à la loupe. Beaucoup ont donc signalé que le GIEC doit impérativement le conduire impeccablement et présenter un produit solide.

Si le Rapport spécial sur le réchauffement à 1,5°C a accaparé beaucoup d'attention en raison de sa nature politique, le rapport plus technique abordé à Bangkok, concernant l'Affinage 2019 des Lignes directrices 2006 pour les inventaires nationaux de GES, est également très significatif. Ce rapport va procéder à la révision de sections spécifiques des Lignes directrices pour les inventaires, soit en les actualisant, soit en les étoffant, ou encore en ajoutant de nouvelles sections. Ces révisions, avec les éventuels changements apportés aux facteurs d'émission que les pays utilisent pour calculer leurs émissions totales, peuvent avoir de sérieuses conséquences sur la part de GES de chaque pays. Et même si la nature exacte du rapport découlant de l'Accord de Paris doit encore être négociée, les lignes directrices sont vouées à acquiescer une plus grande portée politique.

À Bangkok, par exemple, le Brésil s'est déjà montré inquiet des éventuelles révisions apportées au chapitre sur les terres humides, étant donné que l'introduction des terres inondées dans le calcul de ses émissions. Même si ce sera aux chercheurs de trouver les réponses, il y aura sans doute des divergences d'opinion et d'approche. Il n'empêche que pourvoir une méthodologie commune pour calculer et rapporter les émissions et éliminations nationales de GES est l'une des missions clés du GIEC, sans laquelle, toute action concertée au niveau mondial contre les changements climatiques serait beaucoup plus difficile.

### **SUR LE CHEMIN DE LA PERTINENCE POLITIQUE**

Par le passé, les évaluations du GIEC ont permis de comprendre ce qui doit être fait (par exemple, en termes généraux, réduire drastiquement les émissions et viser un taux net négatif d'émissions à l'horizon 2080). La question aujourd'hui est comment y parvenir. Comme le Président du GIEC Hoesung Lee l'a dit à de nombreuses reprises, alors que le cinquième rapport d'évaluation des conséquences et des réponses aux changements climatiques s'inscrivait dans un cadre de risque, le RE6 va adopter une approche axée sur les solutions.

De fait, ce qui va le plus intéresser les politiques et le public à la lecture du Rapport spécial sur le réchauffement limité à 1,5°C, ce sera de savoir s'il est faisable d'accomplir les tâches nécessaires, c'est à dire, quelles politiques et quelles mesures peuvent être utilisées, rapidement et avec assez d'efficacité, pour atteindre l'objectif négocié à Paris. La faisabilité devra être analysée non pas seulement en termes physiques et techniques, mais également du point de vue économique, social et politique. En s'efforçant de répondre à ceci, le GIEC s'aventure sur un terrain où les preuves empiriques sont rares et l'expérience historique, inexistante. Si les solutions prévues ne sont pas réalistes, cette approche axée sur les solutions devra le dire clairement. Les mauvaises nouvelles que le GIEC aura peut-être à convoyer peuvent s'avérer difficiles à présenter, mais elles seront sans doute cruciales pour que nous comprenions le défi qui nous est posé et que nous agissions pour y faire face.

Il est important de garder en tête que le Rapport spécial sera un complément du rapport RE6, qui devra être achevé au deuxième semestre 2022. La nomination des auteurs du RE6 démarre en novembre 2016. En attendant, la documentation à évaluer dans le Rapport spécial sur le réchauffement à 1,5°C devrait être présentée pour publication avant octobre 2017 et admise au plus tard en avril 2018 pour être incluse dans cet examen.

Le Rapport spécial sur le réchauffement à 1,5°C devra ensuite être livré en septembre 2018, à temps pour éclairer le « dialogue de facilitation » de la CCNUCC programmé cette année-là, et il donnera un aperçu de la façon dont les rapports suivants du GIEC



pourront éclairer l'inventaire mondial –c'est à dire, le processus établi pour évaluer les progrès accomplis dans la poursuite des objectifs à long terme établis par l'Accord de Paris.

La CCNUCC et l'Accord de Paris sont frappés de ce que certains appellent un écart avec la réalité. Beaucoup se tournent donc vers le GIEC dans l'espoir qu'il éclaire les choses, au moins en déclarant sans ambages, et dans la limite du possible, la faisabilité réelle des cibles établies, en exposant ce que ces cibles supposent, et les conséquences tant de l'action que de l'inaction.

## RÉUNIONS À VENIR

**Événement de sensibilisation du GIEC:** Le GIEC présentera ses conclusions et recherches en mettant l'accent sur le Vietnam. **dates:** 24-25 octobre 2016 **lieu:** Hanoi, Vietnam **contact:** Secrétariat du GIEC **téléphone:** +41-22-730-8208/54/84 **fax:** +41-22-730-8025/13 **email:** IPCC-Sec@wmo.int **www:** <http://www.ipcc.ch>

**51<sup>e</sup> Réunion du Conseil du FEM:** Le Conseil du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) se réunit deux fois par an pour approuver de nouveaux projets présentant des avantages environnementaux au niveau mondial dans les domaines d'activité du FEM en matière de biodiversité, d'atténuation des changements climatiques, de produits chimiques et déchets, de ressources internationales en eau, de dégradation des terres, et de gestion forestière durable; et dans les programmes d'approche intégrée du FEM sur les villes durables, l'élimination de la déforestation dans les chaînes d'approvisionnement, et la durabilité et la résilience de la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne. La réunion du conseil du FEM, du 25 au 27 octobre, sera précédée par une consultation avec les organisations de la société civile (OSC) le 24 octobre dans le même lieu. Le 27 octobre, le Conseil se réunira en tant que 21<sup>e</sup> réunion du Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA) et du Fonds spécial changement climatique (FSCC), également au même endroit. **dates:** 24-27 octobre 2016 **lieu:** Washington D.C., États-Unis **contact:** Secrétariat du FEM **téléphone:** +1-202-473-0508 **fax:** +1-202-522-3240 **email:** [secretariat@thegef.org](mailto:secretariat@thegef.org) **www:** <http://www.thegef.org/council-meetings/gef-51st-council-meeting>

**CdP 22 à la CCNUCC:** Au cours de la CdP 22 à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), les Parties se réuniront pour, entre autres, aborder l'entrée en vigueur de l'Accord de Paris. **dates:** 7-18 novembre 2016 **lieu:** Marrakech, Maroc **contact:** Secrétariat de la CCNUCC **téléphone:** +49-228 815-1000 **fax:** +49-228-815-1999 **email:** [secretariat@unfccc.int](mailto:secretariat@unfccc.int) **www:** <http://unfccc.int/>

**Délimitation du cadre du Rapport spécial du GIEC sur « Le changement climatique et les océans et la cryosphère »:** Lors de cette réunion, les membres discuteront du plan du rapport spécial. **dates:** 6-9 décembre 2016 **lieu:** Monte-Carlo, Monaco **contact:** Secrétariat du GIEC **téléphone:** +41-22-730-8208/54/84 **fax:** +41-22-730-8025/13 **email:** IPCC-Sec@wmo.int **www:** <http://www.ipcc.ch>

**ESI – 14<sup>e</sup> Réunion éditoriale du Bureau pour la Base de données des facteurs d'émissions du GIEC:** L'ESI se réunira pour aborder cette question en Indonésie. **dates:** 13-16 décembre 2016 **lieu:** Bali, Indonésie **contact:** Secrétariat du GIEC **téléphone:** +41-22-730-8208/54/84 **fax:** +41-22-730-8025/13 **email:** IPCC-Sec@wmo.int **www:** <http://www.ipcc.ch>

**ESI – 13<sup>e</sup> Réunion d'experts sur les données (Secteur agriculture, forêts et autres utilisations des sols) pour la Base de données des facteurs d'émissions du GIEC (BDFE) / 14<sup>e</sup> Réunion d'experts sur les données (Secteur déchets) pour la Base de données des facteurs d'émissions du GIEC (BDFE):** L'ESI se réunira pour aborder ces questions en Indonésie. **dates:**

14-15 décembre 2016 **lieu:** Bali, Indonésie **contact:** Secrétariat du GIEC **téléphone:** +41-22-730-8208/54/84 **fax:** +41-22-730-8025/13 **email:** IPCC-Sec@wmo.int **www:** <http://www.ipcc.ch>

**Réunion d'experts sur les changements climatiques, l'utilisation des sols et la sécurité alimentaire:** Cette réunion sera co-organisée par le GIEC et la FAO. **dates:** 23-25 janvier 2017 **lieu:** Rome, Italie **contact:** division Climat et Environnement (NRC) **téléphone:** +39-6-570 52714 **email:** NRC-Director@fao.org **www:** <http://www.fao.org/nr/aboutnr/nrc/en/>

**Réunion d'experts sur l'atténuation, la durabilité et les scénarios de stabilisation climatique:** Cette réunion d'experts vise entre autres à développer un dialogue entre les différentes communautés de chercheurs, à stimuler les activités de recherche interdisciplinaire pouvant générer une documentation utile à l'évaluation RE6, et à engager les experts et les parties prenantes concernés par l'atténuation. **dates:** fin mars 2017 **lieu:** Norvège **contact:** Secrétariat du GIEC **téléphone:** +41-22-730-8208/54/84 **fax:** +41-22-730-8025/13 **email:** IPCC-Sec@wmo.int **www:** <http://www.ipcc.ch>

**Symposium international sur le carbone organique des sols:** Cet atelier est co-organisé par la FAO, le Groupe technique intergouvernemental sur les sols (GTIS) du Partenariat mondial pour les sols, l'interface science-politique (ISP) de la Convention des Nations Unies de lutte contre la désertification (CLD) et l'OMM. **dates:** 4-6 avril 2017 **lieu:** Rome, Italie **contact:** Ronald Vargas, Partenariat mondial pour les sols **téléphone:** **email:** [ronald.vargas@fao.org](mailto:ronald.vargas@fao.org) **www:** <http://www.fao.org/global-soil-partnership/en/>

**45<sup>e</sup> session du GIEC:** Le GIEC se réunira pour aborder, entre autres, les produits du RE6, les rapports méthodologiques visant à affiner les Lignes directrices 2006 du GIEC sur les inventaires nationaux de GES, et le RS sur un réchauffement planétaire de 1,5°C. **dates:** 3-9 avril 2017 (à confirmer) **lieu:** à confirmer **contact:** Secrétariat du GIEC **téléphone:** +41-22-730-8208/54/84 **fax:** +41-22-730-8025/13 **email:** IPCC-Sec@wmo.int **www:** <http://www.ipcc.ch>

## GLOSSAIRE

CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CI	Conflit d'intérêts
ComEx	Comité exécutif du GIEC
ESACI	Équipe spéciale pour les données et les scénarios servant à l'analyse du climat et de ses incidences
ESI	Équipe spéciale pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre
FiTT	Équipe financière
GES	Gaz à effet de serre
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
GT	Groupe de travail
OMM	Organisation météorologique mondiale
PNUÉ	Programme des Nations Unies pour l'environnement
RE5	Cinquième rapport d'évaluation du GIEC
RE6	Sixième rapport d'évaluation du GIEC
RID	Résumé à l'intention des décideurs
RS	Rapport spécial
UAT	Unité d'appui technique